



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Konferans pou laprès Tèt Kole Ti Peyizan Pyat pou denonse konplo la-fanmi D' Meza ak Olivier Nadal te fè sou peyizan Pyat yo

Page 6



MARTELLY, MYSTIFICATEUR VAUDOOU AUX GONAÏVES!

Voir page 4

Le président était-il venu pour faire un «travail» c'est à dire offrir des sacrifices espérant ainsi enraceriner son pouvoir ou cherchait-il pour autant à tromper les vodouisants en leur faisant croire qu'il serait de leur côté ?

English Page 9



Affaire Duvalier: La Cour ordonne la comparution personnelle

Page 7

ZONE MÉTROPOLITAINE : CARNAVAL 2013

Brother's Posse Kanaval 2013 ALORAL



Voir page 4

Le chanteur et compositeur du carnaval Aloral du groupe Brothers Possy, Don Kato, à la popularité incontestable, très proche des masses en a profité pour faire part de sa profonde gratitude envers l'équipe de Haiti Liberté qui s'est engagée à défendre les droits des déshérités du sort



L'impérialisme prévoit «des décennies de guerre» en Afrique !

Page 10



Fidel Castro fait une apparition pour les élections législatives cubaines

Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudél C. Loiseau
Anthony Mompèrouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Carton rouge pour Martelly et Lamothe lors du Carnaval!

Par Berthony Dupont

La Communauté internationale ne sait à quel saint se vouer pour forcer le gouvernement Martelly-Lamothe à faire les élections sénatoriales et locales qui auraient dû être organisées depuis novembre 2011 sous la présidence du précédent laquais de l'international l'ex-président René Garcia Préval.

Ce n'est pas l'argent qui manque pour organiser le scrutin car les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Brésil et tant d'autres qui tirent leur beurre du pays ont déjà promis de contribuer financièrement. Mais, la raison pour laquelle le pouvoir en place n'a pas la volonté d'organiser des élections libres, honnêtes et démocratiques pour remplacer les élus actuels corrompus jusqu'à la moelle, c'est la peur d'une sanction populaire. Corruption qui gangrène toutes les avenues au sein du gouvernement, et qui est le fait des acolytes duvaliéristes et jean-claudistes de Martelly acharnés à se maintenir au pouvoir par la force.

Un scénario qui dans le fond ne dérangerait pas les puissances tutrices. Mais le hic, c'est que les élections leur permettraient de mieux vendre leur pseudo démocratie, leur assurerait l'apparence qu'elles sont en train de bâtir un Etat de droit. C'est dans cette optique que les réactions pleuvent de toutes parts contre le gouvernement fantoche. Ainsi, le 18 janvier dernier, le Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti d'alors Mariano Fernandez, le chef civil qui dirige les forces d'occupation du pays, la mal nommée Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a appelé le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la tenue d'élections « libres, inclusives et transparentes » le plus tôt possible en 2013.

L'ambassadeur du Canada à Port-au-Prince, pour sa part, Henry Paul Normandin, déplorant le retard indique à ses subalternes que « c'est le temps des décisions et de l'action ». Le Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier, M. Masood Khan (Pakistan), n'a pas ménagé ses mots « la tenue d'ici à la fin de 2013 d'élections libres, régulières, sans exclusive et crédibles est importante pour entretenir la stabilité politique et créer un climat propice au développement socio-économique »

Or la réalité est toute autre : à l'heure actuelle, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) compte 6 membres nommés pour siéger au CEP ou Collège Transit-

oire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) alors qu'il ne devrait y en avoir que 3.

D'autant que le problème de l'Exécutif est d'un autre ordre, puisque le directeur du CTCEP est un présumé violeur, il serait quand même honteux de le garder ; et même si Martelly comptait le garder en dépit de l'aviilissant scandale en cours, on souhaite ardemment que la classe politique se rebelle contre l'infamie et force Martelly à se débarrasser d'un directeur d'institution électorale décrié, rejeté par l'opinion publique.

Quant au parlement qui devait envoyer sa quote-part de 3 membres, on ne sait pas encore si cela arrivera jamais du fait qu'il n'y a pas de consensus au sein des parlementaires et que la majorité des députés se trouve être sur la liste de paye de l'Exécutif.

Même quand le Premier ministre affirme que son gouvernement a la détermination d'organiser les sénatoriales partielles au cours de cette année, on en doute fort car sa priorité de fils de la bourgeoisie patripoche c'est de dépenser de l'argent pour garder son poste et en gagner davantage. En cela il prend langue avec un président pillageur des fonds de l'Etat et amateur de bamboches carnavalesques.

Donc pour dédouaner Martelly des pressions de la Communauté Internationale, son conseiller Youri Latorue, se jette dans la mêlée pour le défendre, démentant les accusations contre l'exécutif et mentant en assurant que le chef de l'Etat est déterminé à réaliser les élections sénatoriales.

Que Martelly veuille faire les élections ou non, ce ne devrait pas être l'affaire des masses populaires pour l'instant. Car qu'il y ait élections ou pas cela ne changera pas d'un iota la politique de misère et de pauvreté instaurée dans le pays.

Pour sa part, la Communauté internationale exige sans doute des élections mais c'est seulement pour se donner un brevet de satisfaction. Il leur chaut peu ou pas du tout que les élections soient frauduleuses et truquées. L'important c'est qu'elles aillent dans le sens de leurs intérêts.

C'est dans cette perspective que nous demandons aux masses populaires, grandes victimes de la politique néocoloniale appliquée en Haïti à travers Martelly et Lamothe pour perpétuer l'anti-changement, de profiter du Carnaval pour leur signifier un carton rouge en attendant leur renvoi définitif du pouvoir.

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Deux policiers assassinés à Port-au-Prince

Par Jackson Rateau

Le soir du jeudi 31 Janvier dernier, aux environs de 10 heures, à la Rue Tiremars, proche de la localité dénommée « Dèyè Lakwa », Bel Air, centre ville de Port-Au-Prince, l'agent de police Berthony Lafortune, cantonné au sous commissariat de Boucan Carré à Mirebalais, Département du Centre, a été assassiné par des bandits armés non identifiés, alors qu'il s'était rendu dans la capitale dans le but de visiter sa famille.

La victime était le témoin oculaire de l'arrestation au Bel Air, d'un dangereux bandit surnommé Tibèlè, moins d'une quinzaine de jours avant

le crime. Admettant qu'il avait été arrêté par indexation de l'agent policier Lafortune, au moment de son arrestation, le bandit lui avait proféré des menaces, disant ceci: «Je sais que tu es le principal auteur de mon arrestation. Quand je serai élargi, l'affaire sera réglée, car la durée de mon emprisonnement sera très courte».

Chose dite, chose faite. Effectivement, le bandit Tibèlè a été relâché seulement quelques jours après son arrestation. Criblée de balles, la victime a rendu l'âme sur place.

D'autre part, le matin du lundi 4 Février dernier, du côté de Bizoton, Route de Carrefour, proche de la Base Navale Amiral Killick, communément appelée Garde Côte, un commissaire de

police de la PNH du nom de Jonathan Pierre Jean Jacques, 41 ans, père de 3 enfants, a été criblé de balles par des bandits armés non identifiés.

L'officier de police était en civil. Il se dirigeait vers la Base Navale Amiral Killick où il est affecté, alors qu'il laissait à peine la banque de coopérative «Fond Causé» d'où il venait d'opérer une transaction bancaire. Aussi, il venait tout juste de célébrer son anniversaire de naissance le dimanche 3 Février 2013.

Le commissaire responsable de la Marine Haïtienne, Joseph Jean Marie Wagnac, a annoncé l'ouverture d'une enquête de manière à pouvoir appréhender les auteurs de ce crime crapuleux.

Haiti : Des actes de banditisme augmentent

Par Yves Pierre-Louis

L'insécurité continue de semer le deuil dans la famille haïtienne, tant à la capitale que dans les zones de province. Le mercredi 30 janvier 2013, Veniel Giromètre âgé de 47 ans a été tué par balles par des bandits sur la route de l'aéroport international. La victime qui était un employé d'une compagnie de sécurité, est venue d'une succursale d'une banque quand elle a été attaquée par des bandits qui, après avoir commis leur forfait, sont repartis avec l'arme et l'argent de celle-ci en toute quiétude. Giromètre après avoir reçu plusieurs balles a rendu l'âme sur place.

Ce lundi matin 4 février l'inspecteur municipal Pierre Jonathan Jean-Jacques, âgé de 41 ans, affecté aux Gardes- Côtes d'Haïti de la Police Nationale d'Haïti, (PNH), a été abattu par balles des inconnus à Bizoton, banlieue sud de la capitale, à proximité de la Base navale Hammerton Killick (Marine haïtienne). L'inspecteur de police qui était en civil s'apprettait à regagner la base quand il a été attaqué par des bandits armés. Des informations ont fait savoir que l'officier

de police revenait d'une banque où il avait effectué une transaction. Le responsable des Gardes- Côtières, le commissaire principal Joseph Jean-Marie Wagnac a confirmé l'incident. Il a souligné que la victime était l'un des piliers de l'unité qu'il dirige.

Le 31 janvier, à Mirebalais/ Boucan-Carré, Centre du pays, dans localité dénommée Bel Bèbé, deux (2) membres de la famille Joseph ont été tués dans le cadre d'un conflit terrien opposant les membres de cette famille à un haut gradé de la Police Nationale d'Haïti, de ce département, Paul Thomas. Un autre membre de cette famille héritière de plusieurs carreaux de terre, Sorel Joseph a été mis en garde-à-vue dans un commissariat de Police. Ces derniers temps, les conflits terriens sont à la base de nombreux actes criminels dans le pays.

Ce mardi 5 février, aux environs de deux (2) heures de l'après-midi, trois (3) personnes ont été attaquées par des bandits armés, au Centre de la capitale, entre la rue des Casernes et Grand-Rue. L'une d'entre elles est décédée sur place et les deux autres ont été transportées en toute urgence à l'hôpital

Arrestation de deux escrocs à Gressier et à Port-Au-Prince

Le dimanche 3 Février dernier, aux environs de midi, dans la commune de Gressier, Léogâne, des agents de la PNH accompagnés des fonctionnaires du Parquet de Port-Au-Prince, ont procédé à l'arrestation d'un présumé bandit du nom de Kims Désir. Des informations émanées de la PNH et du Parquet ont fait savoir que le bandit notoire (Kims Désir) qui fonctionnait sur plusieurs noms, faisait partie de la Base 117. Une quinzaine de jours précédant son arrestation, il avait reçu 4 balles lors des échanges de tirs avec la police. Fuyant le centre hospital-

ier Médecins Sans Frontière (MSF) à Sarte, Port-Au-Prince, où il recevait des soins, il s'était retranché chez un de ses complices, Jocelyn Basile, alias BA qui vit du côté de La Colline, à Gressier.

Dire que le chef du Parquet GN-Biste de Port-Au-Prince, Lucmane Délille prétend avoir démantelé la Base 117, en procédant aux arrestations de 200 malheureux, alléguant que ce sont des bandits, alors que tous les chefs de gangs et les voyous notoires circulent en toute liberté dans la capitale haïtienne et ses périphéries.

A noter que de multiples doléances issues de la commune de Bel Air, ont fait savoir que La Base 117 établie dans le quartier de Saint Martin à Port-Au-Prince, réputée très violente et criminelle, financée et équipée par le gouvernement Matelly/Lamothe, est détentrice du pouvoir en place en Haïti, avec mission de préparer une guerre civile qui doit commencer au Bel Air.

Par ailleurs, le même dimanche 3 Février dernier, dans un quartier à Port-Au-Prince dont on n'a pas révélé le nom, les agents de la PNH et les fonctionnaires du Parquet, ont procédé

à l'arrestation d'une nommée Merlyne Torez.

Madame Torez qui a usurpé le titre d'agent consulaire des Etats Unis, a amadoué beaucoup de compatriotes haïtiens, les assurant qu'au moyen du programme de Statut de Protection Temporaire (TPS) du gouvernement américain en faveur des sans-papier haïtiens, elle allait faciliter leur entrée

aux Etats Unis. Ce faisant, l'escroc (Merlyne Torez), tout en les pressurant de payer à l'avance, a reçu de beaucoup de compatriotes haïtiens à Port-Au-Prince des montants faramineux. Les autorités concernées ont appelé les victimes de l'escroquerie de Merlyne Torez à se présenter au Parquet, afin que suites soient données à ces abus de confiance dont elles ont été les cibles.



Samantha Valentin

Nou pale Kreyól



104-05, Liberty Avenue, Ozone Park, NY 11417

Ph: 718-577-0711

CONSULTATION GRATUITE

Rendez-vous le soir et les weekends

Nous Offrons de Fraies Raisonnables. Paiements par Tranches



* TEMPORARY PROTECTED STATUS (TPS)

* MARRIAGE BASED IMMIGRATION

(YOU MAY BE ELIGIBLE FOR A GREENCARD EVEN IF YOU ENTERED ON SOMEONE ELSE'S PASSPORT, IF YOU MARRY A CITIZEN)

* DEPORTATION/ CRIMINAL IMMIGRATION/ FEDERAL IMMIGRATION CASES

* POLITICAL ASYLUM

* BATTERED SPOUSES

(IF YOU ARE A VICTIM OF ABUSE FROM YOUR SPOUSE, WE CAN HELP YOU)

* CITIZENSHIP

(WE CAN HELP YOU TO BECOME A U.S. CITIZEN BY PREPARING YOU FOR THE EXAM AND ACCOMPANYING YOU TO THE INTERVIEW)

* SPONSORING YOUR RELATIVES

* CRIMINAL

(WE CAN ASSIST YOU WITH ALL YOUR CRIMINAL MATTERS.)

* BANKRUPTCY

(YOU MAY BE ABLE TO GET RID OF ALL YOUR DEBTS INCLUDING CREDIT CARD PAYMENTS, JUDGMENTS, COURT ORDERED GARNISHMENTS BY FILING BANKRUPTCY. WE HAVE HELPED MANY INDIVIDUALS, WHEREIN THEY DID NOT HAVE TO PAY THEIR CREDITORS BY FILING BANKRUPTCY)

* DIVORCE & FAMILY LAW

(UNCONTESTED & CONTESTED DIVORCE; ORDER OF PROTECTION, MAINTENANCE, CHILD SUPPORT AND CUSTODY ISSUES)

Zone métropolitaine : Carnaval 2013

Par J. Fatal Piard

Au thème officiel du carnaval 2013 « Yon Ayisyen yon pye bwa », l'on devrait ajouter « Gwoup ki pa voye prezidan Martelly monte pa ladan l ». Mais c'eût été de loin d'être cette surprise annoncée à grand renfort de publicité par le président du carnaval 2013 Monsieur Gilbert Bailly, si la présidence n'avait interdit au groupe Brothers Possy d'y prendre part.

« Le groupe Brothers Possy était dans toutes les listes qui ont apparus dans les journaux. Cependant j'ai appris qu'au cours d'une réunion qui a eu lieu au palais national dans la nuit du 4 au 5 février le président Martelly a formellement demandé de nous exclure. Et depuis, le président du comité du carnaval Monsieur Bailly refuse catégoriquement de répondre à mes appels téléphoniques »

C'est ce que nous a confié le chanteur et compositeur du carnaval Aloral du groupe Brothers Possy, Don Kato. Le chanteur à la popularité incontestable très proche des masses au cours de cette exclusivité en a profité pour faire part de sa profonde gratitude envers l'équipe de Haiti Liberté qui s'est engagée à défendre les droits des déshérités du sort.

Au cas où ces informations seraient confirmées, le groupe dont fait partie Antonio Cheramy ne pourra y prendre part même Aloral voir à l'écrit. Alòs Martelly ap mate Don Kato. Dans ce cas, ce sera aussi une évidence de plus que le président Martelly commence à long-temps fini de dépasser les limites de l'intolérance. Ne serait-il pas temps de le lui rappeler avant qu'il soit trop tard. Chimen bouton se chimen maleng !

Si tel était le cas le président tèt kale se serait fait le fervent apôtre de cette exclusion historique qui constitue le dénominateur commun de cette classe sociale qu'il représente. Cependant, tous les compatriotes qui ont fait foi dans le respect des droits humains doivent liguer leur détermination pour combattre cette velléité de dérives.

Le carnaval 2013

La dimension socioéconomique du carnaval ne devrait échapper à quiconque aurait fait foi dans cette grande manifestation culturelle nationale. Mais, c'est aussi une occasion propice pour les filous pro-

fessionnels de se tirer d'affaire par des détours de crapuleries inimaginables. Au cours de ces activités où les mardis gras mal masqués et les beaux masques se mêlent aux mafias de tous bords, tous les coups bas et autres coups de massues sur les fonds alloués à ces festivités sont permis.

Détournements, pots de vin, koutay, commissions, groupes zombi, compagnies qui n'existent que de nom, contrats à des ti zanmi et autres kòkòday etc. Fanfan se mwen ki pou di w. En ces occasions tous les trucs sont de mises. Partant de cette considération l'ex ministre de la Culture Monsieur Jean Mario Dupuy ne pardonnera jamais à son patron de l'avoir renvoyé de l'équipe gouvernementale à quelques jours de ces réjouissances populaires.

Komatchoumòlmèk ! Tonnè kraze chen awetan sa w konnen m konnen an !!! Gade yon lajan ti Mario rate non ! Kisa w panse bòs Dischler ? La malhonnête révocation de cet énergumène n'empêchera pas pourtant aux tambours de rouler, aux vaccines et aux cornets de siffler, aux basses de ronfler, aux chanteurs de vocaliser et aux danseurs/euses d'esquisser des pas.

C'est dans cette logique que le dimanche 3 février le carnaval a bien eu lieu dans d'autres villes à travers la zone métropolitaine. Pour ne pas empiéter sur le carnaval national certaines villes ont organisé leur carnaval par anticipation. C'est ainsi que Pétion-Ville, Delmas, Carrefour, Jacmel, les Cayes et d'autres villes ont eu leur propre défilé à travers leurs rues des bandes à pieds et des chars dans certain cas.

Commençons par ces festivités qui ont eu lieu à Pétion-Ville. Rien que pour une seule journée, l'agent intérimaire Madame Yvanka Jolicoeur Brutus a exigé de l'Etat une enveloppe de dix millions (10,000,000.00) de gourdes. Ou kwè nou tande byen ? 10,000,000.00 goud rien que pour un après midi de carnaval.

Ce budget prohibitif exigé par Madame Yvanka Jolicoeur Brutus vient d'étayer la thèse selon laquelle ces festivités donnent l'occasion de réaliser tous les koutay, commissions, détournements de fonds et autres malices propres à ces filous professionnels. Mais quand l'on sait que cette ville héberge ces mafias de tous bords, ces contrebandiers et trafiquants de toutes sortes, cette somme devrait représenter pour

Suite à la page (16)

Décès du curé de la Paroisse de Caridade, Fritz Sauvagère

Par Jackson Rateau

Le matin du mercredi 30 Janvier dernier, le prêtre catholique, Fritz Sauvagère, 60 ans, curé de la Paroisse de Caridade à Carrefour Feuilles et ancien pasteur de la Paroisse Sainte Rose de Lima à Léogâne pendant 12 ans, est décédé des suites d'une poussée de tension artérielle.

Alors qu'il s'apprêtait à célébrer l'office du matin à l'Eglise de Caridade, sentant un malaise, il a demandé de le transporter d'urgence à l'hôpital. Sans avoir eu le temps d'atteindre un centre hospitalier, il a rendu l'âme sur le parcours.

Fritz Sauvagère, un prêtre catholique engagé dans la lutte du peuple haïtien aux côtés de l'ex président Jean Bertrand Aristide, pendant tout le temps de sa profession, a voué sa vie à militer aux côtés des pauvres en vue d'un changement de ce système politique macouto-bourgeois qui a finalement réussi à saper notre indépendance pour amener Haïti à la dépendance.

Le défunt étant un proche d'un collaborateur au journal et cousin de notre amie Madame Maryse Augustin-Jason, Haiti Liberté leur présente ses sympathies ainsi qu'à sa maman veuve Augustine Augustin Sauvagère, ses frères et soeurs dont Sergo, Clifford, Edwidge, Hugens,

Haiti: Exploitation des ressources minières, qui en profite?

Par Daniel Tercier et Wendel Polynice

Le Président Michel Martelly chaperonné par son ex-ministre de la culture, Jean Mario Dupuy, et son conseiller, l'ex sénateur de l'Artibonite Youri Latortue, s'est rendu le 13 janvier dernier, à trois grands centres religieux vaudou des Gonaïves: les lakou Souvenance, Soukri et Badjo.

Beaucoup d'observateurs se demandent quel était réellement l'objectif de cette visite ? Le président était-il venu pour faire un « travail » c'est à dire offrir des sacrifices espérant ainsi enrainer son pouvoir ou cherchait-il pour autant à tromper les vaudouïstes en leur faisant croire qu'il serait de leur côté ?

Cependant, comme tout dictateur, à l'instar d'un Papa Doc et de son fils Baby Doc, pour ne citer que ceux-là, Martelly, cet apprenti sorcier voyant que son régime est véritablement menacé, a sans doute voulu recourir à ce qu'il croit être un quelconque pouvoir mystérieux de la religion vaudou pour essayer de sauvegarder le pouvoir que la Communauté internationale lui avait illégalement donné. Mais, ce genre de comportement n'est qu'un autre moyen pour avilir beaucoup plus la religion vaudou.

Ainsi pour cacher les raisons réelles qui l'ont emmené à Gonaïves, Martelly a pris comme prétexte qu'il était venu tenir ses promesses électorales : « Je vous ai dit que je viendrais vous visiter si j'étais élu président », aurait-il déclaré aux vaudouïstes.

A Lakou Souvenance, le président a été accueilli par le serviteur connu sous le nom de Fernand Bien Aimé, un prêtre du vodou qui lui a ouvert le peristil, tendu une bougie allumée, un gobelet blanc au brillant d'émail, rempli d'eau, et lui a entouré le cou d'un foulard à masques de différentes couleurs (crème avec des boules de couleur marron)

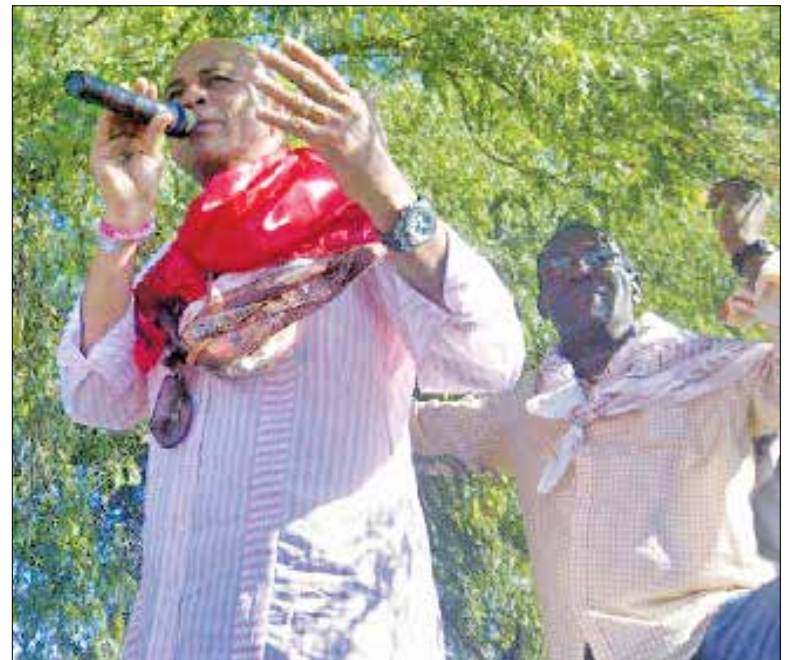
Le président a fait ses « demandes » personnelles et en a profité également pour jeter quelques gouttes d'eau sur le sol, en signe de « demande ». Il a eu des mots de remerciement et a offert des sacrifices aux esprits mystérieux vaudouïstes, qui d'après lui, l'ont beaucoup aidé en lui faisant gagner les élections présidentielles (sic).

« Je ne resterai jamais loin de vous » a-t-il dit, dansant au son des tambours. On dirait même qu'il a pu faire croire qu'il était « possédé » par des loas.

Pour amadouer la population, des kits humanitaires Ede Pèp avaient été distribués ; Martelly a promis des travaux sanitaires, et même, dans les jours à venir, une école de tambour (sic) pour chaque lakou. « Le vaudou est une religion comme toutes les autres religions, malheureusement il est négligé. J'apporterai tous mes accompagnements à ce secteur », a eu à déclarer Martelly



Martelly avec la désinvolture qu'on lui connaît se plie devant le prêtre hougan.



Martelly et Mario Dupuy

Le hougan (prêtre vaudou), M. Fernand Bien Aimé dans ses demandes et ses supplications a sollicité des esprits ou des loas d'accorder leur support au règne du président Martelly, plus précisément de lui permettre d'arriver au terme de son mandat présidentiel de 5 ans.

Mme Marie Carme Delva et un autre serviteur, Dorsainvil, ont parlé au nom de lakou Soukri et Badjo pour dire des mots de remerciement à l'occasion de cette visite officielle qui selon eux, est un geste important de reconnaissance pour les cercles vaudou.

Rappelons que durant la campagne électorale, plusieurs cercles religieux, plus précisément du secteur protestant (Shalom Tabernacle de gloire), s'étaient solidarisés avec Martelly, priant pour qu'il gagne les élections présidentielles. D'autres, par leurs « révélations »

avaient ouvertement déclaré que Martelly est un envoyé de Dieu. Ne sont-ils pas, en un sens, responsables de l'arrogance, des comportements immoraux incontrôlables et de toutes les dérives du président qui ont mis le pays dans l'état pitoyable où il est actuellement.

Cependant malgré tout ce qu'a fait le ministre de la Culture, Mario Dupuy, pour conserver son poste, il l'a quand même perdu et les loas n'ont pu l'empêcher d'être humilié par Martelly lui-même. Le même sort arrivera à ce dernier, car ni le pouvoir du Pape, ni celui des églises protestantes et des loas n'empêcheront les forces populaires d'emporter et de jeter dans les poubelles de l'histoire ce mystificateur qui pille les maigres trésors de l'Etat, salit l'honneur de la nation et livre le pays aux appétits des puissances étrangères.

Paix à son âme

Goleil
Radio
D'Haïti

**Radio
Soleil d'Haïti**

**Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique**

www.radiosoleil.com

**1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226**

**(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806**

MATHON'S TAX PRO
"When Quality Matters"

Marie Thérèse
Tax Professional

Income Tax Preparation

- Rapid Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit • IRS Check
- IRS E-File Provider

*You have questions. We have answers.
Nou pale kreyòl.*

\$40 off with this ad.

**1865 Flatbush Avenue
(between Aves. K & L)
Brooklyn, NY 11210
718.600.7914**

De Kita Nago aux «Danseuses de Port-au-Prince» Le courage héroïque des masses haïtiennes

Par Fanfan la Tulipe

Un proverbe bien de notre pays, repris d'ailleurs dans une chanson de Nemours Jean-Baptiste veut que à chercher en se promenant on ne dort pas sans souper. Dans cette chanson, il est question de Régina à qui sa mère avait fortement recommandé de «ne pas aller dans les rara». La fille n'ayant pas suivi les conseils de sa Ti Manman cheri, est allée quand même aux rara, s'est amusée au point que «Titant a envoyé une mort sur elle». Regina apparemment tout heureuse du sort, ou du mort, jeté sur elle, lança à sa mère éplorée: «plezi m m tap pran, ay Bondye manman, pwonmennen chèche pa janm dòmi san soupe».

Je ne suis pas allé aux rara, je n'ai pas dansé rarement tout mon souf, je n'ai pas rencontré Titant, c'est dire que personne ne m'a envoyé un mort dessus. Pourtant avant-hier soir j'ai bien soupé avant d'aller dormir. Et pour reprendre la formule heureuse, succulente et toute haïtienne d'une dame dont le propos m'a été rapporté maintes fois par son fils: «je me suis bien mangé, je me suis bien bu, je me suis rempli d'iniquités». J'ai la mauvaise, ou bonne habitude de ces détours twafeuillants, de ces dévirées rarates de «prendre les lecteurs loin» pour les «emmener près» de mon écriture, ils voudront bien me pardonner pour ce péché mignon qui entre nous soit dit n'est pas une iniquité.

Alors, j'y viens là! Oui, la semaine dernière, dans mon article «Bravo Kita Nago, bravo peuple haïtien!», j'ai rendu hommage au peuple haïtien, à son courage, à sa longanimité dans le malheur à son ferme espoir de s'en sortir. Malgré la misère, les misères au quotidien, malgré l'adversité aux incisives tranchantes, malgré le rictus moqueur et les contorsions verbales mensongères du chef de l'Etat, malgré les ricanelements sous cape et les singeries du Premier ministre, malgré le m'en-foutisme de messieurs et dames les ministres, malgré la démission honteuse des partis politiques, sortes de boîtes bidonnes ou girouettes au gré du vent des élections, les masses pauvres ont fait preuve de grand courage, de dignité, d'espoir qu'un changement de leur sort est possible grâce à un vrai

et puissant *tèt ansanm* capable de remettre en question l'ordre inique en cours depuis le 17 octobre 1806.

J'avais alors écrit avec beaucoup de ferveur: «l'odyssée commencée par Kita Nago nous donne force. Elle nous montre comment dans un élan aussi bien spontané et généreux que noble, une force latente, puissante, montante, dort dans "le secret de la nuit corporelle" d'un peuple vanyan et qui peut le cas échéant balayer ce manteau de honte qui recouvre le pays, pourvu

bien soupé, je me suis bien mangé, je me suis bien bu mais je ne me suis pas rempli d'iniquités. Tout au contraire. Il s'agit de six femmes amputées, qui d'un bras, qui d'une jambe, après le fatidique et funeste tremblement de terre du 12 janvier 2010. L'une d'entre elles, Fabienne, a eu la géniale et merveilleuse idée, tandis qu'elle était soignée au centre de rééducation Handicap International, de former un groupe de danseuses. Et elle a réussi.

Quand on voit ces femmes danser, après avoir connu l'enfer trau-

matique, superbe suscite le respect et l'admiration.

On reste stupéfait de ce que les autorités responsables n'encouragent pas de telles fécondes initiatives car il doit exister d'autres Fabienne parmi les miraculées du séisme moins entreprenantes peut-être, mais qui pourraient bénéficier d'un encadrement approprié et de facilités leur permettant de faire éclore d'intéressantes possibilités latentes. Nous savons combien le peuple haïtien est doué pour tout ce qui relève de l'art, par-

travail» à travers de suspects investissements, tandis qu'ils bénéficient outrageusement de scandaleux per diem; à mentir honteusement à propos de programmes sociaux bidon; à être en collusion avec de grands potentats dominicains au détriment des travailleurs haïtiens exploités à outrance de l'autre côté de la frontière; à recevoir de gras et combien dés-honorants pots-de-vin de politiciens mafieux de la république voisine sans pouvoir être interpellés ou investigués par la justice haïtienne.



Quand on voit ces femmes danser, après avoir connu l'enfer traumatisant du tremblement de terre et le douloureux calvaire de l'après-séisme, on ne peut que s'émerveiller et on oublie qu'elles portent une prothèse ou qu'elles aient été amputées d'un bras, d'un pied ou d'une jambe

qu'elle soit intelligemment canalisée, organisée et menée par un leadership capable, nationaliste, progressiste, courageux, honnête et porté par un haut sentiment de vaincre les forces obscurantistes [...]. Ce tronc symbolise la volonté du peuple de porter héroïquement, triomphalement, amoureusement sa croix, car dans l'intimité de chaque fibre végétale de l'arbre repose son courage, sa force de résistance, sa longanimité face à l'épreuve, sa détermination à vaincre tous les malheurs».

Pour mon plus grand bonheur, sans le chercher d'ailleurs – se chans pa m – toujours porté par l'enthousiasme contagieux de Kita Nago, j'ai bien soupé hier soir après avoir reçu d'un ami internaute et regardé un court documentaire* consacré à ces six femmes surnommées «Les danseuses de Port-au-Prince». Oui, j'ai

matissant du tremblement de terre et le douloureux calvaire de l'après-séisme, on ne peut que s'émerveiller et on oublie qu'elles portent une prothèse ou qu'elles aient été amputées d'un bras, d'un pied ou d'une jambe. Durant l'interview accordée aux envoyés de TV5 Monde, Fabienne a dit que elle avait «toujours rêvé d'être une danseuse». Or, c'est dans le malheur qu'elle a trouvé la force de matérialiser son rêve, un vrai défi à l'adversité. Elle l'a d'ailleurs ainsi exprimé: «Danser me donne du courage, ça nous donne de la force, ça nous fait du bien».

L'admirable courage de ces six femmes, leur ténacité, leur discipline, leur volonté à vaincre les rudesses du malheur, leur amour et détermination à se donner une raison digne de vivre, force l'admiration. Issues de la matrice populaire, elles sont un vivant exemple de ce que peuvent accomplir les masses haïtiennes, de leur endurance à forcer les portes closes de la vie, de leur débrouillardise, de leur créativité, de leur habileté à conjuguer leurs efforts pour concrétiser une œuvre commune, un projet commun tel le miracle du 16 décembre 1990. L'originalité et l'idée même de faire quelque chose sortant de l'ordinaire, défiant la routine, défiant même l'impossible, m'a tout de suite porté à rapprocher l'expérience féconde de ces «Danseuses de Port-au-Prince» de celle non moins innovante de Kita Nago, les deux chargées d'un symbolisme très fort qui donne courage et espoir aux forces vives du pays.

Pour ma part, ces femmes handicapées ne sont plus ou pas seulement «Les Danseuses de Port-au-Prince», mais «Les Danseuses d'Haïti», de vivants exemples de courage, des icônes. M'inspirant de l'exemple du «bois Kita» qui a été porté en triomphe des Irois à Ouanaminthe, je serais prêt à appeler ces femmes «Les Danseuses d'Erzulie» tant leur beauté morale, leur remarquable beauté dans l'accomplissement, la matérialisation d'une idée généreuse, innovante, ori-



A notre connaissance, l'existence de ces «Danseuses de Port-au-Prince» a été connue grâce à TV5 Monde aux nouvelles de 20 heures présentées par David Pujadas

culièrement la peinture, la musique, la danse. Accompagner certains survivants du séisme que la chose intéresse en leur donnant l'opportunité de concrétiser un projet qui les tient à cœur et qui concourt à leur donner un sens profond de leur dignité ne peut qu'être bénéfique pour le monde des handicapés sans oublier la chaude charge humaine portant de tels accompagnements.

C'est un fait que le peuple haïtien ne s'apitoie pas sur son sort, il se bat pour sa vie, sa survie, pour sa dignité, pour son honneur, pour son avenir. Même quand toutes les portes lui sont hermétiquement closes, il fera l'impossible pour tenir le coup et ne pas crever. Les tout jeunes lavent les voitures des mieux lotis qu'eux. Les femmes, les petites marchandes des rues, les *madan-sara* font preuve de trésors d'imagination pour faire marcher un petit commerce fût-ce même un petit négoce *tonbe-leve*.

Et même quand des mains criminelles, liées – dit-on – au secteur des supermarchés et des grands commerçants contrebandiers, brûlent leurs marchandises, détruisent ou emportent avec fracas leurs étalages, sous la dictée de maires irresponsables complices de la «bonne société», elles se relèvent, dignes, courageuses, déterminées, résolues, à la recherche d'un autre usurier qui voudra bien leur faire la faveur d'un *ponya*. Car, elles sont souvent seules à porter et à supporter la charge d'une famille monoparentale. Et quand le désespoir a atteint les limites de l'insupportable, elles et d'autres compatriotes, hommes, femmes et enfants, prendront le risque de se faire dévorer par les requins d'Agwe ou du bon Dieu pour atteindre les rives de terres qu'ils imaginent accueillantes et hospitalières.

C'est pour nous l'occasion, encore une fois, d'épingler la voyoucratie au pouvoir, de dénoncer le laxisme, l'incurie, le laisser-aller, le laisser-faire, le sans-honte, le sans-sentiment, le sans-gêne, la négligence criminelle de dirigeants occupés à garnir leurs comptes en banques; à se la couler douce; à voyager de façon compulsive, donnant l'impression, fautive d'ailleurs, mensongère, de «créer du

Nous nous sentons fiers et solidaires de ce peuple courageux dont les sacrifices et lourds tributs payés à titre de *kontiabyab* exploités, ont permis, aujourd'hui, que nous soyons des professionnels menant une vie plus que décente. L'initiative de Kita Nago, celle hardie de Fabienne à défier le malheur entraînant avec elle cinq de ces miraculées du séisme, la ferveur et l'enthousiasme du «pays en dehors» dans 45 communes et 7 départements du pays à porter et accompagner Kita Nago, des Irois jusqu'à Ouanaminthe, doivent donner force, courage et espoir, c'est réconfortant pour la santé morale de la nation. Il faut y croire résolument: rien n'est perdu pour les masses haïtiennes.

Elles sont seulement à une périlleuse croisée des chemins, cherchant la bonne voie, la voie socialiste, un leadership conséquent à la vénézuélienne, à la bolivienne, à l'équatorienne, pour leur libération et leur marche en avant. De Kita Nago aux «Danseuses de Port-au-Prince», «mes» «Danseuses d'Erzulie», en passant par les milliers de participants à «la longue marche» triomphale du «bois», du «bois d'ébène» de l'espoir, il y a tout un symbolisme et aussi toutes les raisons de croire en la force des «mains magiciennes du peuple», croire en l'intelligence des peuples, leur bravoure, et leur détermination à forger leur destin au prix même des plus grands sacrifices.

Post-scriptum. A notre connaissance, l'existence de ces «Danseuses de Port-au-Prince» a été connue grâce à TV5 Monde aux nouvelles de 20 heures présentées par David Pujadas. Depuis (ou même avant), du côté de nos médias c'est un assourdissant silence. Encore une fois, il aura fallu que des étrangers viennent mettre en valeur des compatriotes, en l'occurrence le courage, l'originalité innovante, l'énergie et la détermination de ces six femmes qui ont réussi à surmonter leur malheur pour s'épanouir dans une discipline artistique fort appréciée en Haïti. Quel dommage de la part de notre presse!

«Les Danseuses de Port-au-Prince». www.youtube.com/embed/mF3Zk2lfCDE

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Aloral : Eske Brother's Posse ap jwenn cha nan kanaval 2013 Martelly a?

Brother's Posse, se youn nan gwoup muzikal ki jwe REGE an Ayiti, se youn nan gwoup popilè yo, ki jwenn apresyasyon anpil moun nan katye devaforize yo, sitou sa yo rele: Nèg Geto yo. Brother's Posse genyen kòm chantè prensipal li: Don Kato.

Aloral se tit kanaval gwoup la pou defile ki gen pou fèt dimanch 10 lendi 11 ak madi 13 fevriye a. Yon tit ki byen senp men ki eslipe reyalyte peyi a, li mete toutouni fason pouvw Martelly-Lamothe la ap fonksyone. Si nou voye yon ti kout je sou tèks kanaval ALORAL 2013 Brother's Posse a, n ap jwenn anpil pawòl ki marye ak laverite, pawòl yo gen fòs epi yo gen fon ak sans reyalyte jan pouvw Martelly-Lamothe la ap mennen bak peyi a.

Kanaval Brother's Posse a kritike, yon pouvw ki plonje nan : Kidnaping, Vol, Vyol, Kadejak, Koripsyon, Gaspayaj, Drog, Nepotismak Zanmitay. Enben poutèsa, yo riske pa jwenn cha pou yo anime 3 jou kanaval 2013 la nan Okap Ayisyen.

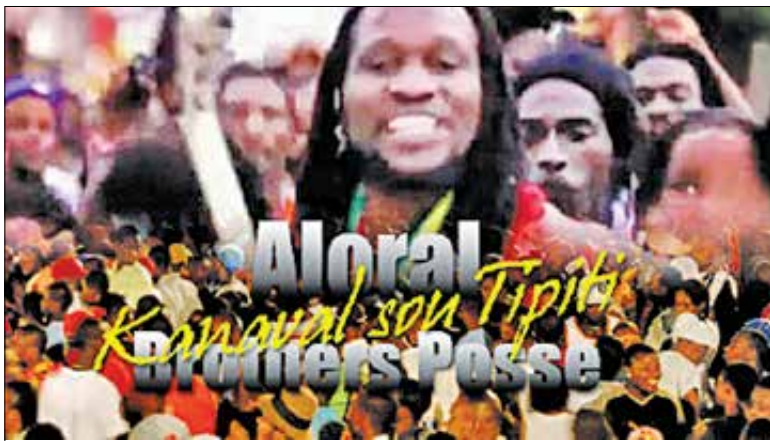
ALORAL : Nan kisa ? poukisa ? Touch kouch sosyal nan peyi a fin konprann ak konstate pouvw Martelly an pa kanpe sou anyen ki reyèl, Martelly plis chita sou anpil pwopagann, di bèl pawòl tankou: 1-Ayiti ouvé pou Biznis = ALORAL: Poutan plis kidnaping, Plis ensekrite ki sòti nan mitan yo menm ankò. Si nou panche sou dosye Clifford Brandt lan kote non Olivier Martelly site fò anpil kòm yon gwo manm nan rezò kidnaping lan.

2-Eta de dwa ; ALORAL : Lè nou konstate pandan pouvw sa a Jounalis, Etidyan , Polisye ak komèsan ap viktim san jwenn jistis ak reparasyon. Gen anpil ka enpinitè tou,

nou kapab pran yon latrye egzann tankou Calixte Valentin yon konseye Martelly ki te touye nan Fonparizyen, Octanol Dorissaint, yon komèsan ki te gen 32 lane. Calixte ap mache libelè ak fòs pouvw Matelly an, Yon depite te touye yon jèn polisye kite nan sikilasyon yo te rele Walky Calixte, jiskaprezan an depite a ap fonksyone san pwoblèm nan Palman, san kè sote.

3-Anvironman ; ALORAL : Ki pwogram ? ki altènatif ? ki plan aksyon ? Anyen.

4-Lekòl Gratis ; ALORAL, Sa a se chante, sòm ak lapriye Martelly resite chak jou, maten, midi, swa ; li pap pale pou'l pa pale sou lekòl Gratis poutan nan tout lari, nan tout katye popilè yo nou pa janm bouke wè jèn timoun kap babilè nan moman lekòl paske paran yo pa kapab voye yo lekòl. Genyen tou ki



Si w pa kab ateri, fè zèl



Don Kato

a menm gen fanmi se lari a ki kay yo. Gen kek paran menm ki pa janm bouke plenyen sou presyon direktè lekòl yo k ap egzije yo gwo lajan pou pitit yo. Epoutan, gouvènman an ap fè lwanj ak pwopagann pou l di lekòl gratis. San konte gwo lajan militan politik tèt kale yo ap touche sou non lekòl ki pa janm egziste vre.

Yon latrye pwogram sosyal, tankou : Katye pa m poze , Ti manman Cheri , EDE PEP, Kore Etidyan ak Panye solidarite tout se ALORAL. Poutan tout rete nan bouch ak sou papye Gouvènman Martelly-Lamothe la. Nan mitan pèp la se : Plis Esklizyon sosyal, plis diskriminasyon, plis mizè ak grangou, plis fatra sou moun.

Men nan zafè vwayaje, piye lajan :ATERI. Nan Zafè siren, voye Manda: ATERI. Nan mete postè pou Bloke lari: ATERI. Nan Zafè BBM ak Revoke moun: ATERI. Tout sa k pa bon yo, ki pi mal nan sosyete a tout sa yo ATERI sou pèp la. Poutan yo pa janm bouke bay bèl bilan ak bèl rapò jistifikatif sou papye epoutan anyen pa janm regle vre, pou chanje kondisyon moun ki pi mal yo nan katye popilè yo.

Tout bèl pwogram Martelly yo se ALORAL. Lè n ap konstate dega pouvw Martelly ap fè, tankou nan fè estil sou moto ak nan kotèj li nan Okap ki te koze yon timoun manke pèdi lavi l. Machin ofisyèl nan bay siren san bezwen fape yon jounalis Zenith FM sou moto l. Arete depite pou plezi. Pouvw Martelly a plis sou fè abitrè sou moun nan katye popilè yo.

Rasta Steeve ki se yon manm aktif RASPA, li mande oganizatè kanaval yo, pou yo pa bay Brother's Posse Cha pou l anime pou pèp la.

Si Don Kato kanpe pou defann enterè mas defavorize yo, se pou nou menm nan katye popilè yo direktèman li kanpe. Atake Brother's Posse se atake nou menm ki nan katye popilè yo , Atake Don Kato se atake nou menm dirèk RASTAMAN yo. Fò k Brother's Posse jwenn Cha, pou'l anime 3 jou kanaval Okap la san kondisyon.

Don Kato Bò kote pa l panse : Si se pou defann enterè pèp la, pale sou mizè pèp la, mande pouvw Martelly a pou l ATERI sou pèp la, yo pa ta chwazi bay Brother's Posse cha pou kanaval Okap la, se ta byen konte, mal kalkile. Li ajoute pou l di, Brother's Posse se yon gwo dlo, toutotan y ap bare l, l ap vin pi plis, pi fò. Se byen malere pou yo, lè dlo sa a plen l ap debòde l ap pote yo ale ak tout sa l jwenn sou wout li.

Pou fini li preche lapè, lanmou, rekonsilyasyon nan mitan tout pitit peyi a epi li di nou toujou sonje Ayiti se pou nou l ye se nou ki pou batay pou sa chanje.

Se pou tout pawòl verite sa yo, Martelly deside pou Brother's Posse pa jwenn cha.

Tercier Daniel ak Wendel Polynice

Konferans pou laprès Tèt Kole Ti peyizan Pyat pou denonse konplo lafanmi D'Meza ak Olivier Nadal te fè sou peyizan Pyat yo



Konferans pou laprès, Tèt Kole Tipeyizan Pyat yo, madi 5 fevriye 2013 la

Bay kou bliye pote mak sonje

Noumenm, manm Tèt Kole Tipeyizan Pyat, nou vini la a devan laprès pou n denonse grandon sa yo : Olivier Nadal, fanmi D'Meza, Auguste ak Patrik, k ap pwofite prezans rejim makout yo ak boujwazi tilolit la ki gen nan tèt li Michel Martelly ak Laurent Lamothe pou pèsekite ti peyizan Pyat yo, ki chita sou 135 kawotè nan Premye Seksyon Saint-Marc. Sou tè sa a genyen plis pase 2,500 fanmi k ap viv depi digdantan.

Aprè tout sa mesye grandon sa yo fè nan Pyat nan lane 1990, chèf seksyon, Lame Dayiti, ak akolit li yo te mete tèt yo ansanm pou masakre 11 ti peyizan Pyat, yon lokalite ki chita nan wo premye seskyon Saint-Marc epi boule 375 kay peyizan nan Pyat ak tout sa ki ladan yo, nan dat 12 mas 1990.

Jounen jodi a, depi gouvènman Martelly-Lamothe la rive nan tèt peyi a yo rekomanse pirèd. Se sa k fè nou rele fanmi D'Meza ak Nadal yo « Aganman » paske chak ane yo chanje koulè.

12 Mas 1990: Olivye Nadal ak lafanmi D'Meza te sèvi ak Gadyak tout jèran l yo. Nan tèt kole ak manm lame Dayiti pou te fè gwo masak sou tè peyizan Pyat yo, te genyen yon bann atoufè abiye avèk mayo ki te make kanasyon, ki te yon antrepriz Olivye Nadal.

Nan peryòd tranzisyon 2004-2006 Patrik D'Meza te patisipe nan komite kanaval, li te pentire lekòl nasyonal Delije, pou l te kapab sanbilize bann atoufè li yo pou l retounen fè yon lòt masak sou peyizan Pyat yon dezyèm fwa, paske li te di li gen pouvw nan men l.

2011- Doktè Leslie Pina te vin sou tè a avèk gwo zam fann fwa, li bay peyizan Pyat yo anpil presyon.

17 janvyè 2013, fanmi D'Meza ak Nadal ki gen alatèt yo Auguste D'Meza ak tout ansyen jèran l yo, Jean Naud, Pressoit Providence, Yves Providence ki se yon evade prizon, Saint-Jean Voltisse, akonpaye youn nan sekirite l yo, ki rele Senou, avèk



Olivier Nadal

gwo zam fannfwa nan men l akonpaye anpil lòt atoufè te vin atake nou.

Dibre, Vilssaint, Marckès Michel, Benise Michel, Rodrick, Camello, Hervé Noël, Fièvre Noël, ti Mègre Exalis, Wilner, Ti Pyè, tout mesye sa yo ak gwo zam nan men yo jou sa a, yo devaste jaden bannann peyizan Pyat yo an miyèt moso, keyi, gaspiye tout jaden tomat peyizan yo.

Parapò tout bagay sa yo aganman, kriminel, zagoloray sa yo ap fè anndan peyi a tankou yo te fè l nan Pyat, 12 Mas 1990 la kote yo te boule 375 kay, touye 11 moun avèk tout sa yo genyen tankou yo te fè l nan Jan Rabèl, riyèl Vayan, Jèvè, Milo elatriye.

Noumenm, peyizan Pyat, nou mande lajistis, prese, prese, mete kòd nan kou atoufè, kriminel, zagoloray sa yo, epi pran responsablite nan dosye masak ti peyizan Pyat yo pou pita pa pi tris, paske ti peyizan Pyat yo pap kite tè yo bay grandon aloufa sa yo. Nou mande Senatè ak depite konsekan yo, ki pa vann konsyans yo pou po patat, pran responsablite yo nan dosye tè ti peyizan yo nan peyi a.

Jistis !Jistis !Jistis pou Tipeyizan Pyat.

Pou Tèt Kole Tipeyizan Pyat : Walme Louinat : sekretè Willio Petit-Homme : konseye Castra Dorvil : Pòtpawòl Dieucube Delicate : manm Niclair Auguste : manm

RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn
Spécialités
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
• Jus citron • Bonbon amidon
• Bouchées • Cornets
• Pain patate (sur commande)
• Bouillon (chaque samedi)
• Soupe (chaque dimanche)
1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188
1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti
• Nouvèl •
• Analiz •
• Kòmantè •
• Deba •
Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Affaire Duvalier: La Cour ordonne la comparution personnelle



Jean-Claude Duvalier au volant et sa compagne Véronique Roy circulent librement dans le pays

Par Thomas Péralté

L'ex-dictateur Jean Claude Duvalier, qui faisait l'objet de crimes contre l'humanité, avait été inculpé pour crimes économiques. Insatisfaits de la décision du juge d'Instruction Carvès Jean, les plaignants ont interjeté Appel. Après une remise et une interruption de l'affaire, la Cour d'Appel de Port-au-Prince a entendu les avocats des deux parties et ordonné la comparution personnelle de l'inculpé. Cette séance d'audition est fixée pour le jeudi 7 février 2013. Le président de la Cour d'Appel, Me. Jean Joseph Lebrun a déclaré qu'il y a lieu pour la Cour que l'inculpé Jean Claude Duvalier comparaisse en personne par devant la Cour le jeudi 7 février 2013.

Les victimes ont exprimé leur crainte que les procédures ne soient

pas respectées, du fait que l'inculpé bénéficie du support du pouvoir en place. Le pouvoir d'extrême droite lui a déjà délivré un passeport diplomatique. L'inculpé est libre et circule au volant de sa voiture partout dans le pays. Il a bénéficié du *règne de l'impunité dont jouissent tous les proches du régime* Tètkaï supporté par la communauté internationale. Il faut rappeler qu'une vingtaine de plaintes ont été déposées contre l'ex-tyran, Jean Claude Duvalier, après son retour en Haïti en Janvier 2011. Ces plaintes sont basées sur un ensemble de crimes imprescriptibles tels que : torture, traitements cruels, inhumains et dégradants, détentions arbitraires suivies de disparitions, assassinats, exécutions sommaires et extrajudiciaires. Ces crimes ont été commis sous la dictature des Duvalier, qui a duré 29 longues années de manière massive et systématique.

Au regard de la loi, toute personne victime de tels crimes a le droit de porter plainte par devant une juridiction impartiale et indépendante. « *Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial.* » Ainsi stipule l'article 10, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH). Et la constitution haïtienne de 1987, dans son préambule a consacré l'imprescriptibilité de ces crimes.

Dans un rapport intitulé : « *Haïti, la sécurité humaine en danger* », la *Fédération Internationale des ligues des Droits de l'homme (FIDH)* a fait savoir que la situation des droits humains en Haïti est fragilisée par un climat d'impunité alimenté par une justice à deux (2) vitesses. La FIDH appelle les autorités judiciaires haïtiennes à envoyer un signal fort en faveur du rétablissement de l'Etat de droit en mettant fin à plus de vingt-sept ans d'impunité et à garantir le droit des victimes à la vérité, à la justice et à la réparation en jugeant et en condamnant Jean Claude Duvalier en appel. Car, Haïti a non seulement l'obligation, en vertu du droit international, de poursuivre l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier pour crimes perpétrés entre 1971 et 1986, mais en a également les outils juridiques nécessaires. La FIDH souligne également la nécessité d'entreprendre un travail de mémoire en l'honneur des victimes de la dictature, de manière à donner enfin une réparation aux familles des victimes, et à garantir la non-répétition de tels crimes.

La comparution en personne de l'ex-tyran, Jean Claude Duvalier par devant la Cour d'Appel de Port-au-Prince coïncide exactement au 27^e anniversaire de la chute du régime dictatorial des Duvalier, le 7 février 1986. Après l'audition de Jean-Claude Duvalier, la Cour devrait décider sur l'ordonnance rendue par le juge d'instruction, Carvès Jean, écartant les poursuites de l'ex-dictateur pour crimes contre l'humanité, et ordonnant sa poursuite pour crimes économiques dont la corruption et le détournement de fonds publics. Les victimes de la dictature des Duvalier restent *déterminées à poursuivre l'auteur* intellectuel de crimes abominables au-delà même des juridictions nationales.

La MINUSTAH face à ses responsabilités



La MINUSTAH comme force d'occupation en Haïti bénéficie d'une totale impunité, ce qui est contraire à la charte même de l'organisation mondiale et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Par Yves Pierre-Louis

La Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) appelle les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies à prendre leurs responsabilités face à la propagation de l'épidémie de Choléra en Haïti : « *La MINUSTAH est la croisée des chemins* », indiquait-elle. Elle devrait officiellement reconnaître sa responsabilité par négligence dans la propagation du Choléra. Il est clairement démontré que cette épidémie a été causée par l'absence d'infrastructures sanitaires sur la base de la MINUSTAH de Mirebalais. » Indique un rapport intitulé « *Haïti, la sécurité humaine en danger* ».

Pour examiner la responsabilité effective des forces d'occupation de l'ONU dans l'introduction du Choléra sur le sol haïtien, la FIDH exige la création d'une commission permanente des réclamations. Cette Commission doit avoir la compétence de décider de la réparation à accorder aux victimes de l'épidémie de Choléra par les Nations Unies. Elle rappelle que le 4 mai 2011, le panel d'experts des Nations Unies a conclu que : « *la souche du Choléra introduite par un facteur humain dans la rivière de l'Artibonite avait une origine asiatique.* » D'octobre 2010 à nos jours, environ 8 mille Haïtiens ont été tués par l'épidémie de Choléra et plus de 800 mille autres sont infectés, et le Choléra

continue de faire rage dans le pays. Le Choléra a rebondi à Saint-Marc la semaine dernière. Selon les responsables de l'hôpital Saint-Nicolas du bas Artibonite une quarantaine de cas a été enregistrée dans ce centre hospitalier. Ils ont rappelé qu'une cinquantaine de personnes ont été tuées par l'épidémie au cours des derniers mois.

Parallèlement, la Fédération Internationale des Droits Humains dénonce également la lenteur du processus judiciaire et l'absence d'une prise en charge de la victime et du soutien de la MINUSTAH, notamment sur le plan psychologique. Elle exige que la MINUSTAH communique publiquement le suivi des procédures impliquant les soldats rapatriés, les procès initiés à leur rencontre, en vertu de la politique de tolérance zéro, en ce qui concerne les exactions des casques bleus des Nations Unies commises sur la population. La Fédération recommande l'application de l'amendement du « *Status of force agreement* » entre les Nations Unies et le gouvernement haïtien pour contraindre les soldats des Nations Unies, responsables de violations des droits humains à être soumis à des poursuites devant un tribunal de droit commun dans leur pays d'origine.

La Fédération dit constater que la MINUSTAH comme force d'occupation bénéficie d'une totale impunité, ce qui est contraire à la charte même de l'organisation mondiale et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Sommes-nous un peuple amnésique ?

Par José Clément

On oublie déjà les charniers de Titanyen. L'exécution des 19 officiers de l'Armée d'Haïti le 8 Juin 1967 à Fort-Dimanche, sous prétexte qu'ils complotaient contre le régime de Duvalier père. On oublie déjà, les vèpres jérémiennes où pas moins de 27 personnes (hommes, femmes et enfants) ont été massacrées le 5 Août 1964 par un commando militaire-macoute mené par les officiers et sous-officiers de l'armée dont William Régala, Abel Jérôme et Sony Borges et par les macoutes Sannette Balmir et St. Ange Bontemps. Aussi, oublie-t-on déjà que les familles Sansaricq, Drouin et Villedrouin ont été quasiment exterminées et que même des bébés n'ont pas été épargnés par la pointe des baïonnettes des tueurs, pour une question de politique de couleur.

On oublie de sitôt, les exactions des sbires du régime communément appelés les « *Tontons macoutes* » et les « *SD* », police secrète des Duvalier qui avaient le droit de vie et de mort sur la population. Le droit à la parole libre était banni. Les casernes Dessalines,

Le Fort-Dimanche, la Police de Port-au-Prince étaient devenus les hauts lieux de la répression. Des compatriotes ont été torturés, battus jusqu'au sang et/ou à mort. Certains ont été forcés de manger leurs propres matières fécales. Les exilés politiques se comptaient par dizaine de milliers, sans oublier les nombreux disparus. La liste en serait bien longue.....

Haïti, durant la période 1957 à 1986, était dominée par la pensée unique/inique. Un seul parti politique avait droit de cité, le parti duvaliériste/jean-claudiste (Parti de l'Unité Nationale). L'idéologie républicaine était mise en berne. On n'est pas prêt d'oublier le referendum de 1984 gagné haut la main par l'équipe de la Présidence à Vie à 99,99%. Quelle stupidité! Peuple de comédiens, dirait Graham Greene. (1)

Depuis la chute de Jean Claude Duvalier le 7 Février 1986, le pays qui a rompu avec la dictature s'est engagé dans une transition vers la démocratie. C'est un long processus qui, jusqu'ici, a connu des hauts et des bas. Souvent mis à mal par les partisans du statu quo

Suite à la page (18)

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

MENEZ JEAN-JEROME

Attorney at Law

**Real Estate
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

EXPERT

INCOME TAX PREPARATION

Jean F. Joseph

Global Multi-Services

1776 Nostrand Avenue
(between Glenwood
& Avenue D)
Brooklyn, NY 11226

718.282.8986
347.261.4703 cell

A quand l'Organisation des élections partielles ?

Par Isabelle L. Papillon

Le mandat Constitutionnel d'un tiers (1/3) du Sénat de la république et des membres des collectivités territoriales prit fin depuis le début de l'année 2012. L'Organisme électoral devant organiser ces élections n'a été pas jusqu'à présent rendu effectif. Les amendements de la constitution de 1987 réalisés, disait-on, pour simplifier les choses, compliquent de préférence la situation politique du pays. Les diktats de l'international enfoncent le clou dans la plaie et plongent le pays dans une spirale de crises à n'en plus finir.

Les amendements falsifiés de la Constitution confient l'administration et le contrôle du pouvoir judiciaire au Conseil Supérieur du Pouvoir judiciaire (CSPJ), qui devrait participer à côté des deux (2) autres pouvoirs (l'Exécutif et le Législatif) à la formation du Conseil Electoral Permanent (CEP) pour organiser les prochaines élections. Car, ces amendements ont précisé à l'article 289, qui stipule : « En attendant l'établissement du Conseil Electoral Permanent prévu dans la présente constitution, le pouvoir exécutif met en place un Conseil Electoral Provisoire de neuf (9) membres composé de représentants du secteur public, des partis politiques et des organisations de la société civile. »

Dans la foulée, sous pression des représentants des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, le président Michel Joseph Martelly a enfin opté pour l'adoption des amendements et mis en application l'article 192 de ladite constitution, qui se lit comme suit : « Le Conseil Electoral Permanent comprend neuf (9) membres choisis comme suit : 3 par le pouvoir exécutif, 3 par la Cour de Cassation, [Le pouvoir judiciaire (CSPJ)], et les 3 autres sont choisis par l'Assemblée Nationale, (le pouvoir Législatif). »

Entre-temps, au niveau de ce dernier, le Sénat amputé d'un tiers (1/3) se trouve dans l'impossibilité matérielle de réunir les deux (2) tiers de chacune des deux chambres en Assemblée Nationale pour choisir ses représentants au CEP. Tandis que les deux autres pouvoirs l'ont fait, mais leur choix a soulevé des contestations interminables. L'un des représentants pour choisir ses représentants au CEP. Tandis que les deux autres pouvoirs l'ont fait, mais leur choix a soulevé des contestations interminables. L'un des représentants pour choisir ses représentants au CEP. Tandis que les deux autres pouvoirs l'ont fait, mais leur choix a soulevé des contestations interminables. L'un des représentants pour choisir ses représentants au CEP.

Ainsi une crise pointe à l'horizon au CSPJ et divise les membres du Conseil du Pouvoir Judiciaire. Certains commencent par dénoncer l'irrégularité qui entache la désignation et la nomination du président de la Cour de Cassation devenu ipso facto président du CSPJ, Me. Anel Alexis Joseph. La loi portant statut de la Magistrature en son article 51 est claire : « La limite d'âge est fixée à soixante-cinq (65) ans pour qu'un juge voit son nom porté sur une liste pour fin de nomination. Les juges sont maintenus en fonction jusqu'au terme de leur mandat. Ils sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite à l'âge de 55 ans révolus, après avoir fourni vingt-cinq (25) années de service. La limite d'âge est fixée à soixante-cinq (65) ans pour les Officiers du Ministère Public ». Or, Me. Anel Alexis Joseph était âgé de plus de soixante-dix (70) ans au moment de sa nomination comme président de la Cour de Cassation et malgré son âge, il est devenu président du CSPJ. Cette dérogation à la loi sur la Magistrature n'a même pas été résolue, quand deux (2) autres problèmes surgissent au CSPJ : la question de la désignation des six (6) représentants au CEP et l'affaire d'un conseiller, Me. Néhémie Joseph, le représentant de

la Fédération des Barreaux d'Haïti (FBH).

En dépit du rôle d'arbitrage ou de facilitation des Religions pour la Paix, le problème des six (6) représentants du CSPJ n'a pas pu trouver une solution et les religieux ayant lavé les mains, ont tiré leur révérence. Entre-temps, l'affaire de Me. Néhémie Joseph continue de défrayer la chronique et divise les hommes de la basoche. En effet, Me. Néhémie Joseph dont le mandat arrive à terme au Barreau des Gonaïves comme bâtonnier, n'est pas habilité, selon ses confrères de la Fédération des Barreaux d'Haïti, à siéger au CSPJ. Le jeudi 25 janvier dernier, la FBH s'était réunie en assemblée générale sur cette affaire sur demande formelle de l'Exécutif.

L'Assemblée des bâtonniers a alors décidé en vertu de l'article 11 de la loi créant le CSPJ de mettre fin au mandat de trois (3) ans de Me. Néhémie Joseph. « Si l'un des membres du Conseil vient à perdre sa qualité en cours de mandat, il sera procédé à son remplacement dans les formes et les conditions prévues à la présente loi. Celui qui le remplace continue le mandat pour le temps qui reste à courir. » Ainsi stipule l'article 11 de ladite loi. Alors que l'article 8 de cette même loi fixe la durée du mandat des membres du Conseil élus, ou désignés, à trois (3) ans, renouvelable une fois, à l'exception du président de la Cour de Cassation et du Commissaire du gouvernement près de ladite Cour.

La décision de la FBH a été invalidée par cinq (5) membres sur neuf (9) du CSPJ lors d'une réunion de ses membres, le mercredi 30 janvier dernier. Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, réuni en audience ordinaire ce mercredi, a pris la résolution de ne pas remplacer maître Néhémie Joseph à l'institution comme l'a décidé l'Association des bâtonniers, la semaine écoulée.

Selon la résolution paraphée par 5 membres du CSPJ, le conseil prend acte de la double interprétation de l'article 11 de la loi créant l'institution, déclare que seule une instance constitutionnelle a le droit d'interpréter définitivement un article ou une loi en cas de double interprétation, reconnaît que le mandat de maître Néhémie Joseph qui est de 3 ans prendra fin le 3 juillet 2015. Dans la résolution, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire déclare reconnaître le droit de son porte-parole à siéger en sa qualité de membre à part entière ce, automatiquement, dès que le texte lui aura été communiqué. Cette résolution est signée par Maître Antoine Norgaïsse, Vice-président, Max Elibert, Thiers Malette, Pharaon Gustave et Dilia Lemaire, Membres.

D'une manière générale, à l'exception des proches du pouvoir tètkaïe, l'opinion publique est largement favorable au maintien de Me. Néhémie Joseph au CSPJ. Néhémie pap fè yon pa kita yon pa nago.

Par ailleurs, au niveau du Parlement, même la Commission bicamérale souhaitée n'a pas été encore constituée pour plancher sur le processus de désignation de ses représentants au CEP, et c'est la confusion totale entre le Sénat et la Chambre des députés. C'est à se demander qu'est-ce qui se dissimule derrière toutes ces affaires ?

L'analyse de la situation politique de plus d'un démontre que la vassalisation des institutions républicaines notamment, le CEP et le CSPJ par le pouvoir exécutif est à la base de toutes ces turpitudes politiques. Le président de la République dont l'une de ses attributions est de veiller au respect, à l'exécution et à la stabilité des institutions, n'assure pas le fonctionnement régulier des pouvoirs publics selon le vœu de la constitution. Il contribue au contraire à la déstabilisation des institutions : le pouvoir législatif est en crise, le pouvoir judiciaire est en crise, le pouvoir exécutif marche clopin-clopant. Donc la question de l'Etat de droit est loin d'être établi en Haïti. C'est l'arbitraire qui prend les devants de la loi.

Haïti-Hydrocarbures : Tentation et eaux troubles

Par Karenine Francesca Théosmy et Jean Élie Paul

Après le tollé provoqué par les permis d'exploitation accordés par le gouvernement haïtien à des compagnies minières étrangères - tollé qui a culminé, le 22 janvier 2013, par une audition au sénat du directeur du bureau des mines et de l'énergie (Bme), Ludner Remarais, et de son ministre de tutelle, Jacques Rousseau titulaire des travaux publics, transports et communications / Mtptc -, une question demeure : celle des hydrocarbures, relève l'agence en ligne AlterPresse.

Passée quasiment inaperçue, cette question est bien apparue lors de l'audition. C'est le directeur du bureau des mines lui-même qui en a fait référence, juste après avoir craqué. Des sanglots dans la voix, le directeur du Bme tentait alors de se justifier devant la commission sénatoriale.

Mais, au terme de sa présentation, plus calme, il affirme avoir donné plusieurs permis, depuis son arrivée aux commandes de l'institution publique en 2012. « J'ai aussi donné 6 permis, totalisant trois mille kilomètres carrés, à une société, qui s'appelle Petro Gaz, pour la recherche des hydrocarbures », a déclaré Remarais d'une voix claire.

De quel permis s'agit-il, sachant qu'avant d'octroyer un permis de recherche la loi minière haïtienne de 1976 oblige l'État à signer une convention avec la compagnie intéressée (article 21) ?

S'il s'agit de permis de prospections pétrolières, est-ce que ces opérations ont commencé sur le territoire haïtien ? Dans quel département ?

Après les larmes, la langue de bois

Le directeur du bureau des mines ne répond pas à ces questions, pas plus qu'il ne fournit des précisions. Trop préoccupés, sans doute, d'avoir été mis sur la touche dans l'affaire des permis d'exploitation minière, les sénateurs n'ont rien dit.

Contacté par la rédaction d'AlterPresse, Ludner Remarais brandit sa méfiance vis-à-vis des journalistes, d'éventuelles « passions » autour du dossier... et se tait. « Je ne suis pas en mesure de vous parler. Je ne me sens pas confortable pour vous répondre, parce qu'il y a trop de passions autour de cette affaire », avance t-il, promet-



Ludner Remarais, directeur du bureau des mines et de l'énergie, à droite, le ministre Jacques Rousseau des travaux publics, transports et communications

tant d'être plus ouvert « dans deux semaines ».

Dans une interview accordée à AlterPresse, l'ingénieur-agronome Dimitri Norris, expert du bureau des mines, qui dit connaître mieux la question minière, parle d'une affaire « complexe ».

Selon lui, il n'y a encore aucune entente entre l'État et des compagnies pétrolières, même si certaines sont intéressées. « On sait qu'il y a des gens qui sont intéressés à prospecter le pétrole. On ne sait rien d'autre », tranche Norris, sur un ton catégorique qui ne veut visiblement pas laisser place au doute.

« On est vraiment aux tous premiers balbutiements (...) C'est vraiment le tout début. C'est difficile de se prononcer sur ce genre de situation qui n'est pas la même que celle des mines », ajoute-t-il prudent.

Une prudence qui, au seuil du doute, vient animer la contradiction. Une équipe d'universitaires et de journalistes s'étaient heurtés à ce même ton, lors d'une investigation menée autour des mines.

La question des permis

Selon la loi minière haïtienne, il existe deux étapes majeures à franchir avant de pouvoir exploiter les ressources du sous-sol du pays.

Il s'agit d'abord de la prospection, puis de la recherche. Toutes deux doivent être sanctionnées par un permis du Bme. Un permis est un titre et non un contrat.

Toutefois, la recherche doit être précédée par la signature d'une entente entre les compagnies et l'État, puis suivie d'une étude de faisabilité. « On

entend par « recherches », l'ensemble des travaux superficiels et profonds, exécutés en vue d'établir les conditions d'exploitation et d'utilisation commerciale et industrielle », selon l'article 12-a de la loi minière.

La recherche diffère ainsi, selon la loi de la prospection qui concerne « des investigations superficielles en vue de la découverte d'indices de ressources minérales et énergétiques » réalisées, « à l'exclusion de tous travaux miniers et de tout sondage systématique en profondeur » (partie b du même article).

En ce qui concerne les hydrocarbures, cependant, prospection et recherches se ressemblent dans la quantité de surface qui peut être accordée. Ainsi, dans les deux cas, la compagnie ne saurait-elle pas obtenir un permis pour plus de 500 kilomètres carrés.

Remarais a bien évoqué 6 permis, couvrant 3 mille kilomètres carrés, pour la recherche d'hydrocarbures. Cela suppose que les étapes de la prospection et de signature d'une convention ont donc été franchies.

Des premiers balbutiements...

L'idée de la présence de pétrole, dans le sous-sol haïtien, a particulièrement été agitée au lendemain du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Présidant un colloque du groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (Grah) à Montréal, en mars 2010, le premier ministre de l'époque, Joseph Jean-Max Bellerive, a confirmé ce qui préoccupait plus d'un esprit : « Les informations que j'ai à mon niveau (...) pour le pétrole et les raffineries en particulier (...) les contrats ne sont

Suite à la page (18)



Vote Councilman
JEAN RODRIGUE MARCELLUS
for
MAYOR
CITY OF NORTH MIAMI
www.jeanmarcellus.org
victory@jeanmarcellus.org
(786) 290-6619



Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires

MARC RECORD TAX SERVICES



• Electronic Filing
• Real Estate • Insurance
• Notary • Translations

Marie Zamor
35 Years of Experience

1020 Rutland Road
(between E. 94th & E. 95th Streets)
Brooklyn, NY 11212

718.953.2928

WikiLeaked Cables Raise Question: Did the U.S. Green-Light Duvalier's Return in 2011?



President Michel Martelly shaking hands with former "President-for-Life" Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier. Did the U.S. offer Duvalier "guarantees" on his return?

By Kim Ives

Feb. 7, 2013 promises to be a hot day in Haiti.

Thousands of Haitians are planning to march through Port-au-Prince to protest President Michel Martelly's patent corruption and drift toward a repressive neo-Duvalierist dictatorship.

At the same time, former President-for-Life Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier will be personally appearing in the capital's Appeals Court to answer a challenge by his regime's victims.

One year ago, Investigating Judge Carves Jean ruled that Duvalier should not be prosecuted for the many crimes against humanity committed under his 15-year rule from 1971 to 1986, including extrajudicial executions and jailings. Human rights groups like Amnesty International and its Haitian counterparts cried foul, as did over a dozen of people who had filed human rights complaints against Duvalier following his return to Haiti in January 2011. They appealed. Ironically, Judge Jean Joseph Lebrun, the head of the Appeals Court, set the hearing for final arguments against Judge Carves Jean's ruling for the 27th anniversary of the Duvalier regime's fall.

Feb. 7, 1986 was the day when, after a three-month nationwide uprising against his regime, the playboy dictator and his haughty bourgeois wife, Michelle, drove their Mercedes-Benz through a cordon of journalists at the airport to board a U.S.-provided C-130 that flew them, with her furs and his cars, into a golden exile in France.

The Duvaliers divorced but lived the good life off the some \$800 million (according to best estimates) that they and their cronies embezzled from the Haitian treasury. In fact, Carves Jean did charge Duvalier for his "economic crimes," but the maximum sentence if he were ever found guilty (an unlikely event under Martelly's regime) would be only five years.

Duvalier returned to Haiti on Jan. 16, 2011 thanks to a Haitian diplomatic passport furnished to him five years earlier by one of his former Haitian Army generals, Hérard Abraham. The former general, who was fired by President Jean-Bertrand Aristide in 1991, had been re-arranged in late 2005 as the Foreign Affairs Minister under the de facto regime of Prime Minister Gérard Latortue, installed by Washington following the Feb. 29, 2004 coup d'état against Aristide.

U.S. State Department cables provided to *Haiti Liberté* by the media organization WikiLeaks in 2011 reveal that the U.S. Embassy was very "concerned" about Duvalier's return to Haiti in early

2006, when the de facto regime was about to hold presidential elections on Feb. 7, 2006.

In Santiago, Chile, for example, U.S. Ambassador Craig Kelly "expressed [U.S.] concerns about the Interim Government of Haiti's (IGOH) decision to approve the issuance of a diplomatic passport for former president and dictator Jean-Claude 'Baby Doc' Duvalier." Kelly wrote in a Jan. 11, 2006 Confidential cable. He asked the Chilean government "to approach the IGOH to make clear that Duvalier's return would undermine efforts to assist Haiti in its transition to a stable, democratic society."

The U.S. also talked to France, which "understood and shared our 'political' concern that Jean-Claude 'Baby Doc' Duvalier might use a diplomatic passport to return to Haiti," reported a Jan. 12, 2006 cable from Paris.

In a meeting with then Dominican President Leonel Fernandez, the U.S. Ambassador "urged Fernandez not to allow Duvalier to obtain a visa for the Dominican Republic so as to pass through en route to Haiti," a Jan. 17, 2006 cable marked "Secret" reports.

Meanwhile, the cables detail several meetings that U.S. Embassy officials held with Latortue and his officials about Duvalier. What becomes clear in the diplomatic record is that the U.S. Embassy was primarily concerned about appearances, and the bad press Duvalier's return would generate. "The visuals are bad," argued U.S. Chargé d'Affaires Timothy Carney in a Jan. 17, 2006 cable from Port-au-Prince, and "Baby Doc is a risky, potentially divisive, presence." Carney was reporting on a meeting he'd had the day before with Abraham, who "concluded by refusing to revoke the passport already issued to Duvalier, but confirming that he would do everything in his power to transmit the message to Duvalier that he should not return to Haiti at this time."

The most telling bit of the cable is where Carney quotes Abraham as saying that Duvalier "lacks appropriate guarantees, security and otherwise, to secure his reentry into the country."

Fast forward exactly five years to Jan. 16, 2011. When Duvalier arrived in Haiti on that day, the U.S. acted as surprised as everybody else and divulged nothing about its opposition to the diplomatic passport provided to Duvalier five years earlier by the very coup regime it had installed in power.

The Haiti cables that WikiLeaks obtained only covered a period from April 2003 to February 2010, so we don't know what the Embassy was saying in the days just before Duvalier's "surprise" return, which it surely knew was in the offing. But, judging from the 2006 cables,

National Education Fund: The Promise, Politics, and Profit of Primary Education for All

By the Haiti Support Group

On May 26, 2011, just 12 days after his investiture as President, Michel Martelly made his first major policy pronouncement: the launch of the National Fund for Education (FNE). Its aim was simple: get 1.5 million of the Haitian children not regularly in school into the classroom by the end of his five-year mandate. As a basic UN Millennium Development Goal, the ambition was widely applauded by Haitians and foreign donors alike.

The \$360 million in funding needed for this ambitious project was to come from levies on incoming telephone calls [\$0.05 per minute-HL] and money transfers [\$1.50 per transfer-HL], thus tapping into the relative wealth of the several-million strong Haitian Diaspora. As an added bonus, no new taxes would have to be raised or old taxes actually collected at home in a country where non-payment of tax by those rich enough to owe, is not just the norm but is viewed as a basic right.

The fanfare that greeted the Fund's launch subsumed many of the vital questions being asked at the time about the legitimacy of the electoral process that had brought Martelly to power, his past as supporter of brutal military rule and very serious doubts about his nationality and thus whether he was actually eligible to be President.

Also ignored were voices pointing out that unilaterally instituting such a tax without Parliament's consent was unconstitutional, or that the tax would disproportionately affect the poorest, with the \$1.50 levy on a remittance of \$20 dollars to a family struggling to feed itself being the same as that on a transfer of hundreds of thousands of dollars for a business or property purchase.

Equally unclear was who would be the main beneficiaries: would the Fund be paying the private school fees of better-off Haitians, thus using the remittances of the relatively well-off? And in a country where up to three-quarters of primary school pupils are in private schools, would the Fund simply be subsidizing the expansion of private schools rather than reinforcing the woefully inadequate and underfunded state sector?

Although the Central Bank – BUH – was to be in charge of collecting the money on transfers, no one knew who would be contracted to manage the levies on international calls, or, indeed under what terms. Despite this, the new President was adamant that the Fund would be managed in an independent and transparent manner, citing the IMF and auditors Price Waterhouse Cooper as guarantors.

As it turned out, Martelly appeared to have a ready-made candidate for this in the form of his former business partner and the director of his election campaign, Laurent Salvador Lamothe. As head of his own company Global Voice, Lamothe had extensive experience of how profitable



Both public and private schools have been overwhelmed by an intake of unfunded students for whom they are unable to provide the basics, not least teachers.

such levy systems could be in various African countries. Profitable for him as well as his client states, that is. Renowned as a tough negotiator, Lamothe's company had reportedly been getting up to 50% of the value of all levies collected in such schemes.

Almost nothing was heard of the Fund until September 2011, when the President's Education minister-designate, Gaston Merisier, stated that the FNE had amassed \$28 million. However, it soon emerged that only \$2 million of this, the share from money transfers, was with the BUH. The remaining \$26 million was credited to an account in the name of CONATEL, the national telecoms regulator, and as such closed to even the most elemental external scrutiny.

The lack of any basic accountability or transparency meant that serious discrepancies in consequent figures as to the value of the Fund cited by Diaspora news organisations, members of the Haitian Senate, civil society organisations, and even the head of Digicel, Haiti's largest telecoms operator, tax payer and employer, could not be reconciled.

In January 2012, mounting concern forced Martelly to address the issue of the FNE, declaring: "Not one cent of the money has been touched... the people around me are not thieves... the money is so secure I can't tell you anything about it." To ensure nothing was revealed "about it," government lawyers began threatening the news outlets asking questions.

Meanwhile, Digicel's concern rapidly evaporated, perhaps their energies were focused on their imminent takeover of their only sizeable rival in Haiti, Voilà – a transaction that attracted minimal regulatory interference from CONATEL, despite it granting them an effective cellphone monopoly.

Sadly, one thing does confirm Martelly's assertion that none of the Fund has actually been disbursed: there has been no discernable boost to the Haitian education system. While a number of pupils who had not previously attended school are now getting "free education" (albeit far fewer than the government claims, as its figures include pupils already in free education), both public and private schools have been overwhelmed by an intake of

unfunded students for whom they are unable to provide the basics, not least teachers.

Nothing has changed in the year since Martelly's only comment on the Fund. The start of the 2012-2013 school year was again delayed by a full month due to lack of funding. Teachers continue to demonstrate in pursuit of months of unpaid wages. The original lack of a legal framework in setting up the FNE means its proceeds cannot be handed to the Ministry of Education. That state of affairs has now become institutionalized, the failure to hold elections for a number of Senate seats means it remains inquorate and thus constitutionally unable to ratify any retroactive legal framework.

But what of the actual value of the Fund? While in Florida in December 2012, where he had somewhat bizarrely decided to make his 'State of the Nation' (Haiti, not the United States) address, Martelly told the Miami Herald that the FNE was worth \$16 million. That was dramatically at odds with the estimated revenue at its launch, which after 16 months would have been \$136 million, not to mention a statement by CONATEL on 31 December, which put the Fund's value at \$81 million.

Is the discrepancy explained by the level of Global Voice's percentage take for collecting the levies? If so, either of the figures above would mean, that percentage is well above the generous 50% Global Voice has pocketed elsewhere in the world. Someone who would know has, since the inception of the Fund, been promoted to Prime Minister of Haiti, namely Laurent Lamothe.

Worse still, perhaps, is the fund being used for other purposes, governmental or non-governmental? Presidential slush funds are hardly unknown in Haiti, in fact historically they have been the norm. It was just this sort of transparency vacuum that allowed the national Treasury to become the personal purse of the Duvaliers. And as Haitians are now asking: if this level of opacity and poor governance surrounds such a flagship as the FNE, what else is going on in even less scrutinized parts of this administration?

First published in Number 73, February 2013, www.haitisupportgroup.org

one can reasonably assume that Duvalier would only have returned to Haiti if he'd received the "appropriate guarantees, security and otherwise, to secure his reentry into the country."

Those "guarantees" could only have come from Washington. Then President René Préval, a former anti-Duvalierist militant, surely didn't give them. He launched a "serious effort to put together a case against Duvalier" during the four months that he remained in office, according to human rights lawyer Mario Joseph, whose International Lawyers' Bureau (BAI) helped build the prosecution's dossier. But Préval was replaced on May 14, 2011 by Martelly, and at that point the prosecution against Duvalier "ground

to a halt," Joseph said.

The new neo-Duvalierist president was installed through an illegal election in which the U.S. brazenly intervened to bump out the candidate of Préval's party, Jude Celestin, who came in second-place in the first round, and replace him with Martelly, who came in third.

Did the U.S. (and France) feel that the time was right for Duvalier to come back to Haiti, as they were engineering the election of Martelly? Did they offer Duvalier "guarantees"?

One thing is for sure: the U.S. and its allies did not fight to block Duvalier's return from France in 2011 the way they fought like hell to block Aristide's return from South Africa two months later, as

Haiti Liberté revealed when dissecting WikiLeaks cables in 2011.

"The cables show how Washington actively colluded with the United Nations leadership, France, and Canada to discourage or physically prevent Aristide's return to Haiti," we wrote in our Jul. 28, 2011 edition. "The Vatican was a reliable partner, blessing the coup and assisting in prolonging Aristide's exile."

The history of the U.S. Embassy showing Duvalier the door in 1986 and then likely opening it for him in 2011 makes one wonder what the U.S. will be doing behind the scenes on Feb. 7, 2013. Whatever it is, the Embassy will be trying to avoid one outcome: that "the visuals are bad."

L'IMPÉRIALISME PRÉVOIT

« DES DÉCENNIES DE GUERRE » EN AFRIQUE !

Par Bill Van Auken

L'intervention française au Mali, suivie du siège sanglant en Algérie, représente un tournant dans ce qui se présente comme une nouvelle ruée impérialiste vers l'Afrique. Ces événements, si peu de temps après la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN en vue d'un changement de régime en Libye et la guerre civile sectaire en Syrie avec le soutien de Washington, sont le signe que l'humanité assiste à une poussée convulsive des grandes puissances pour la redivision du monde, de ses territoires, ses marchés, ses ressources.

Il y a tout lieu de croire que cette campagne de recolonisation d'une grande partie de la planète sera encore plus sanglante et plus tyrannique que la première colonisation de l'Afrique.

Tout comme durant la guerre contre la Libye, la France a pris les devants en déchaînant sur le territoire malien ses chasseurs-bombardiers et ses chiens de guerre que sont la Légion étrangère. Cependant, les autres grandes puissances impérialistes ont clairement signalé qu'elles ne resteront pas à l'écart.

Le premier ministre britannique David Cameron a juré que le Royaume-Uni « collaborera avec d'autres pour verrouiller ce territoire non gouverné » en Afrique du Nord-Ouest, « avec tous les moyens dont nous disposons. » Qualifiant les développements au Mali et dans les pays avoisinants de « menace mondiale », Cameron a déclaré que cette situation « exigera une réponse sur plusieurs années, voire même plusieurs décennies, plutôt que quelques mois. »

Le gouvernement Obama a d'abord adopté une approche prudente envers les événements au Mali, préoccupé, sans doute, de se retrouver à aider un rival impérialiste, sapant ainsi ses propres objectifs prédateurs en Afrique. Cependant, avec la crise des otages en Algérie qui a coûté la vie à au moins 80 personnes, y compris trois Américains, Washington a clairement exprimé ses intentions d'intervenir de manière agressive.

Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a déclaré vendredi dernier: « Nous avons la responsabilité de chasser Al-Qaïda, où qu'il se trouve. Nous les avons chassés dans le FATA (les zones tribales administrées fédéralement au Pakistan). Nous sommes en train de les chasser au Yémen et en Somalie. Nous avons la responsabilité d'assurer qu'Al-Qaïda n'établisse pas de bases d'opérations en Afrique du



Tout comme durant la guerre contre la Libye, la France a pris les devants en déchaînant sur le territoire malien ses chasseurs-bombardiers et ses chiens de guerre que sont la Légion étrangère

décennie de guerres se termine, » a-t-il déclaré le lundi 21 janvier, un jour seulement après que Cameron avertissait que c'était le commencement de décennies de guerres en Afrique.

Nous sommes maintenant dans une ère historique où chaque nouvelle guerre engendre la suivante: La Libye, la Syrie et maintenant le Mali, en l'espace de moins de deux ans.



Le premier ministre britannique David Cameron

Le lien entre ces guerres est rarement reconnu dans les médias officiels, qui, d'une voix haletante, font des reportages sur chaque nouvelle crise, des combats au Mali au drame des otages en Algérie dans le complexe gazier, comme s'il s'agissait d'un outrage insensé ne pouvant s'expliquer que comme le développement d'une lutte entre le bien et le mal, connue sous le nom de guerre mondiale contre le terrorisme.

On n'est pas censé prononcer le terme de « boomerang explosif » lorsque l'on est en présence des déli-cats réseaux médiatiques. Et pourtant c'est précisément de cela qu'il s'agit. La guerre Etat-Unis/OTAN pour le changement de régime en Libye a déstabilisé la région tout entière. Cela a eu pour effet de faire fuir les Touaregs, dont beaucoup avaient servi parmi les forces de sécurité de Khadafi, qui sont entrés se réfugier au Mali dans une situation où les « mercenaires » de Libye soutenus par l'OTAN chassaient et tuaient toute personne à peau noire.

Les Touaregs sont un peuple no-

made du Sahel qui s'étend en bordure du désert du Sahara. Ils habitent le Nord du Mali ainsi que le Niger, l'Algérie, le Maroc, la Libye et le Burkina Faso.

Au Mali, l'oppression et la négligence du gouvernement central ont provoqué quatre révoltes depuis l'indépendance en 1960. Des révoltes similaires se sont produites au Niger voisin. L'arrivée des Touaregs fuyant la Libye, combinée aux grandes quantités d'armes libyennes disponibles, a déclenché cette dernière révolte qui a été alimentée par la défection de grande



Autant pour la belle rhétorique d'Obama « Une décennie de guerres se termine, » a-t-il déclaré le lundi 21 janvier lors de son investiture

envengure de soldats et d'officiers touaregs de l'armée malienne.

Les nationalistes touaregs laïcs ont cependant été supplantés par des forces islamistes mieux équipées et mieux financées. Fortement consolidées par la guerre des Etats-Unis et de l'OTAN en Libye où elles ont été armées et soutenues par Washington comme force terrestre par procuration contre Kadhaï, elles sont à présent armées et financées de la même façon comme troupes de choc pour un changement de régime en Syrie. On ne peut pas comprendre la politique américaine au Moyen-Orient et en Afrique si on ne reconnaît pas que Washington opère au sein d'une alliance de fait avec des forces liées à Al Qaïda.

Al Quaïda au Maghreb Islamique (AQMI), nouvel épouvantail de la « guerre contre le terrorisme, » est



Un C-17 de Dover Air Force Base, dans le Delaware, ramasse des troupes françaises pour les emmener au Mali. (US Air Force photo by Staff Sgt. Nathanaël Callon)

comme son prédécesseur en Afghanistan, le monstre Frankenstein de l'impérialisme occidental. AQMI avait émergé au sein de forces qui étaient parties se battre en Afghanistan, soutenues par les Etats-Unis, contre le régime de Kaboul, soutenu par l'Union soviétique dans les années 1980. Elles étaient ensuite rentrées pour se battre dans la sanglante guerre civile algérienne des années 1990, où l'impérialisme américain et français soutenaient l'armée algérienne dans sa prise de pouvoir visant à empêcher l'élection du Front de salut islamique. La répression qui s'en-

zine Time a succinctement exposé les motifs réels au Mali: « Les dangers se développent ailleurs, avec d'énormes réserves de pétrole attirant les entreprises occidentales à mettre en place la production de pétrole à travers le vaste Sahel. Au sud de l'Algérie et du Mali se trouve le Niger, un pays désertique extrêmement pauvre avec une production d'uranium au quatrième rang mondial, qui alimente le réseau essentiel du parc nucléaire de la France. A l'est de l'Algérie se trouve la Libye, où un certain nombre d'entreprises occidentales exploitent quelques-unes des



Des Maliens vivant dans une misère abjecte

suivit provoqua la mort de 100.000 Algériens.

Le gouvernement algérien a accusé l'émirat du Qatar, un allié clef de Washington, de financer AQMI, tout comme il finance les « rebelles » soutenus par les Américains en Syrie. Avant

plus grandes réserves de pétrole de l'Afrique. »

L'impérialisme américain et les puissances européennes qui avaient précédemment colonisé l'Afrique sont déterminés à s'emparer de ces ressources. Après avoir été supplantés par



Des soldats français dans les rues Maliennes

Nord et au Mali. »

Le message est clair. Le Mali et la région seront transformés en un nouveau front dans la crise de folie meurtrière à échelle mondiale des Etats-Unis et qui sera perpétrée en premier lieu avec des drones Predator et des missiles Hellfire.

Les Etats-Unis ont également annoncé qu'ils sont en train d'envoyer des Forces Spéciales comme « formateurs » et « conseillers » aux six pays, le Niger, le Nigeria, le Burkina Faso, le Sénégal, le Togo et le Ghana, qui fourniront les soldats permettant à la Communauté économique ouest africaine (Cédéao) de bricoler une force africaine qui agira en intermédiaire de l'intervention impérialiste. Les Etats-Unis fourniront le transport aérien pour acheminer les troupes africaines de la Cédéao au Mali.

Autant pour la belle rhétorique d'Obama lors de son investiture. « Une



Le vice-président des Etats-Unis Joe Biden et le président français François Hollande

même le conflit actuel, ce n'était un secret pour personne que AQMI et des groupes similaires jouissaient de l'approbation tacite du gouvernement central du Mali, appuyé par Washington et Paris, qui voyait les Islamistes comme un contrepois utile aux Touaregs.

Et maintenant, on nous demande de croire que cette même organisation est devenue une menace « mondiale », capable d'attaquer à tout moment « notre patrie ».

Le conflit grandissant en Afrique n'a rien à voir avec Al Quaïda ni avec la lutte contre le terrorisme. Le maga-

la Chine comme unique et plus important partenaire commercial de l'Afrique, et toujours derrière Pékin en termes de croissance de l'investissement direct étranger, Washington et les puissances européennes se tournent vers une intervention militaire comme moyen de compenser leur déclin économique.

Tout comme cela avait été le cas avec les rivalités inter-impérialistes générées par la ruée vers l'Afrique il y a un siècle, les conflits actuels pour la domination du continent conduiront à l'éruption d'une nouvelle guerre mondiale.

Wsws 23 janvier 2013

CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE
 Jean R. St. Jour, CB
 2916 Clarendon Road
 (between Nostrand & E. 29th St.)
 Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

Idole Tax Services
 Jude Désir
 1773 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11226
 718-282-2574
 718-612-8833 cell

EXCELLENCE INCOME TAX
 Wilner & Frezier Frezin
 12809 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-258-3351

Denasse Income Tax & Realty
 Lebens Denasse
 674 Rogers Avenue
 (Corner Clarkson)
 Brooklyn, NY 11225
 718-484-4156
 646-725-3327 cell
 ldenasse76@yahoo.com

Kenny Accounting & Income Tax Service
 Kenny & Gladys
 1805 Flatbush Avenue
 (between Ave. J & K)
 Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

Multiple Service Center
 Fritz Cherubin
 1374 Flatbush Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION
 Chantale Lemorin
 13049 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

Colimon Express Services
 Roland Colimon
 30 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-754-0232

Esteve Enterprises
 Income Tax • Real Estate
 8402 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.
 7424 NE 2nd Ave.
 Miami, FL 33138
305-758-2008
305-762-2757 cell

Grenadier Tax Services
 \$30 off tax preparation with this ad
 1583 Albany Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-0162
917-202-3833 cell

S&S ENTERPRISES & TECH
 Sony Sauveur
 8400 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
 www.mizikfm.com

César Accounting & Income Tax Service
 Also All Types of Insurance
 Léon César
 2063 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-360-3120

Ben Photo Express 54 Multiservices
 Merus Benoît
 166 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-758-8080
786-273-2430 cell

Dieuveille Accounting & Tax Services
 Wilmen Dieuveille
 8226 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138
305-757-7131

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax • Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate • Financial Consulting
- Notary Public • Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving) • Copying • Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 (between Clarendon Rd & Avenue D)
 Chery's Brokerage, Inc.
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 Tel: 718-693-8229 * Fax: 718-693-8269
CHERY'S BROKERAGE

Frantz Boisson, EA
 Licensed: US Treasury Dept.
TAX & ACCOUNTING
 Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies, Aliens, Business Set-up, Proposals
IRS REPRESENTATION
 Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals
 3415 Avenue I
 (near Flatbush Ave.)
 Brooklyn, NY
718-462-2085

Ernst Multi Services Agency

- Income Tax • Immigration Services
- Interpreter for Immigration Court
- Traduction • Recherche de Documents
- Affidavit de Support • Carte de Travail
- Job Placement • Notary Public
- Photocopy & Fax Service

12762 West Dixie Highway
 North Miami, FL 33161
305-891-9417
786-262-0149 cell



Ernst Antoine Jean

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate




- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

General Manager: Jerry Masters
 1814 Nostrand Avenue
 (Between Clarendon & Ave. D)
 Brooklyn, NY 11226
 Tel: 646.340.2561
 Cell: 917.517.4216
 Email: g.cadesca@verizon.net

F&D Tax Consulting

I WANT YOU TO GET PAID




File your Tax Return in one of our offices for the first time, and get **\$50 on the spot**

829 SEAMAN AVE E
 NORTH BALDWIN NY 11510
 P: 516-442-4579

8109 FLATLANDS AVE.
 BROOKLYN NY 11203
 P: 718-684-2055

Disclaimer: Offer ends on February 16, 2013

Proposition du candidat de la Patrie, pour la Gestion Bolivarienne Socialiste 2013-2019

5ème partie

Par le Commandant Hugo Chavez Frias

III Transformer le Venezuela en un pays puissant dans le domaine social, économique et politique de la grande puissance naissante de l'Amérique latine et les caraïbes qui garantisse la formation d'une zone de paix dans notre Amérique.

Objectif national :

3.1. Renforcer le rôle du Venezuela en tant que puissance énergétique mondiale.

Objectifs stratégiques et objectifs généraux :

3.1.1. Développer la capacité de production du pays en rapport avec les immenses réserves d'hydrocarbures conformément au principe d'exploitation nationale et de la politique de conservation des ressources naturelles épuisables et non renouvelables.

3.1.1.1. Atteindre la capacité de production de brut de 4 MMBD pour l'année

2014 et de 6 MMBD pour l'année

2019.

3.1.1.2. Atteindre la production de gaz naturel pour l'année 2014, de 9247 MMPCD et pour l'année 2019, de 11 947 MMPCD.

3.1.2. Développer la Faille Pétrolière de l'Orénoque.

3.1.2.1 Développer les réserves connues de la Faille Pétrolière de l'Orénoque pour atteindre une capacité de production totale de 4 MMBD pour 2019.

3.1.2.2. Développer la production des 6 nouvelles entreprises mixtes de production et de traitement du brut déjà en place de la Faille Pétrolière de l'Orénoque pour atteindre la capacité de production de 2090 MBD en 2019.

3.1.2.3. Construire de nouvelles raffineries pour le brut très épais de la Faille Pétrolière de l'Orénoque de 8° API en brut amélioré de 32 à 42°API avec une capacité totale de 1 MMBD en 2019.

3.1.2.4. Construire 2 nouvelles raffineries, 1 à Cabruta et l'autre dans le Complexe Industriel José Antonio Anzoátegui d'une capacité totale de traitement de 720 MBD.

3.1.2.5. Creuser 10 500 puits de pétrole horizontaux répartis en 520 groupes de production.



Chávez a souligné que le pétrole est un sujet fondamental pour obtenir la progression et le développement du pays et du monde. Quand nous parlons de construire le socialisme, de transformer l'économie, il faut voir tout cela avec le pétrole

3.1.2.6. Construire une capacité de stockage de 20 000 000 de barils et 2000 km d'oléoducs.

3.1.2.7. Construire un terminal en eaux profondes dans l'état de Sucre pour recevoir et expédier le brut et divers produits avec une capacité d'exportation de 2MMBD ainsi que 3 terminaux fluviaux de solides et liquides sur l'Orénoque.

3.1.2.8. Construire 5 usines thermoélectriques avec une capacité totale de

2 620MW qui emploieront les déchets du pétrole produits par le processus d'amélioration du brut de la Faille de l'Orénoque.

3.1.2.9. Construire 2 condominiums industriels dans la zone de Carabobo et de Junin pour fournir des services aux ouvriers des raffineries.

3.1.2.10. Créer 6 Bases Pétro-industrielles Socialistes (BPISOS) dans la zone de la Faille Pétrolière de l'Orénoque, dans les zones de Palital, Chajuramas et de San Diego de Cabrutica pour créer des activités de mécanique des métaux, de services de forage, navals, et fabrication de perceuses, de mèches, de valves, de tuyaux et autres biens et services.

3.1.3. Maintenir la production dans les zones traditionnelles de pétrole et de gaz.

3.1.3.1 Maintenir les activités de forage, réhabilitation et réparation de puits.

3.1.3.2. Mettre en place de nouveaux projets de récupération secondaire, garder et améliorer ceux qui existent déjà.

3.1.3.3. Maintenir et améliorer les niveaux de fiabilité et de maintenance des infrastructures existantes.

3.1.4. Développer les réserves de la Ceinture Gazière dans notre domaine maritime.

3.1.4.1. Développer les possibilités existantes dans la Ceinture Gazière du Venezuela en ce qui concerne les projets Rafaël Urdaneta, Mariscal Sucre et Plataforma del Tana pour atteindre une capacité de production de gaz de 720MMPCD pour 2014 et 2030MMPCD pour 2019. Accélérer les efforts d'exploration de la Ceinture Gazière du Venezuela dans les zones de Blanquilla, du Golfe du Venezuela, Ensenada de Barcelona, le nord de Mariscal Sucre et de la Façade Atlantique pour la recherche de nouvelles réserves de gaz non associé pour ajouter des réserves de gaz dont la perspective est de 135BPC de gaz naturel.

3.1.4.2. Idem.

3.1.5. Mettre aux normes et agrandir le circuit de raffinage national.

3.1.5.1. Mettre aux normes et

agrandir le système de raffinage national de

1,3MMBD en 2013 jusqu'à 1,8MMBD en 2019 en progressant vers un meilleur raffinage du brut lourd et ultra-lourd de la Faille Pétrolière de l'Orénoque et l'adapter aux exigences de qualité des produits sur le marché national et international. Ceci concerne les projets d'agrandissement et de transformation profonde des raffineries El Palito, Puerto La Cruz et le Complexe de Raffinage Paraguana et la construction de 3 nouvelles raffineries : Batalla de Santa Inès de 100 MBD, Petrobicentenario de 350MBD, et Cabruta de 220 MBD.

3.1.6. Agrandir les infrastructures de transport, de stockage et d'expédition du pétrole et du gaz.

3.1.6.1. Mettre aux normes et agrandir les systèmes de transport par « polyducs » existants comme Sumandes et Sisor et la construction de nouveaux systèmes comme Puerto La Cruz, Maturín, Bajo Grande, Planta Ramon Laguna, El Vígia, La Fria , El Palito et Barquisimeto.

3.1.6.2. Mettre aux normes et agrandir le réseau d'usines de distribution de combustible et parmi celles-ci El Guamache et Puerto Pesquero

Güiria et la construction de nouvelles usines comme Planta del Oeste de Caracas, Catia La Mar, batalla de Santa Ines, Cabruta et José.

3.1.6.3. Agrandir le réseau de transport du gaz jusqu'à atteindre 1 965 km de gazoducs entre ce qui existe déjà et les nouveaux comme les gazoducs José Francisco Bermudes (SINORGAZ), El Norte Llanero et El Eje Orinco-Apure.

3.1.6.4. Augmenter la capacité de production et d'extraction de liquides issus du gaz naturel jusqu'à 120 MBD au moyen des projets de traitement de gaz Soto I et Soto II, Pirital I et San Joachim IV.

3.1.6.5. Renforcer et agrandir la couverture du réseau de distribution de méthane dans le but de remplacer la consommation de GPL et donner une meilleure qualité de vie à la population au moyen d'un réseau de 11760km.

3.1.7. Renforcer et développer l'industrie pétrochimique nationale.

3.1.7.1. Développer des projets pétrochimiques pour l'exploitation du gaz naturel, la production de carburants et dérivés de raffinage en les transformant en produits d'une plus grande valeur ajoutée.

3.7.1.2. Consolider et développer les six pôles pétrochimiques planifiés : Ana María

Campos, Morón, José Antonio Anzoátegui, Paraganá, Navay, Puerto

de Nutrias y Guiria.

3.1.7.3. Augmenter de 43 % la production d'engrais azotés et de phosphates ce qui couvrira la demande nationale et fera du Venezuela un exportateur d'engrais en direction de toute la région.

3.1.7.4. Augmenter de 300 % la capacité de production d'oléfines et de résines plastiques traditionnelles et développer d'autres chaînes de résines plastiques dont le pays a besoin et qui sont actuellement importées.

3.1.7.5. Élever de 87 % la capacité installée du secteur chimique, en mettant l'accent sur la production de composés aromatiques et le développement des chaînes en aval du méthanol et de l'urée.

3.1.7.6. Poursuivre, dans le cadre de la Grande Mission du Logement Venezuela, le développement des usines de logements préfabriqués (Petrocasas) et d'accessoires en créant dans différentes zones du pays 10 nouvelles usines pour atteindre une production de 50.000 logements/an, 800.000 fenêtres/an et 800.000 portes/an. Il est important de souligner que cette production de logements et d'accessoires sera disponible dès le 2° trimestre 2013.

3.1.8. Développer le complexe industriel lié aux industries pétrolières, gazières et pétrochimiques pour renforcer notre souveraineté économique.

3.1.8.1. Augmenter la capacité nationale d'assemblage et de fabrication de Matériels de

Forage et d'Équipements et de Services destinés aux forages pétroliers à travers l'Entreprise Industrie Chine Venezuela de Forages (ICVT) et d'autres entreprises qui devront être créées pour atteindre une capacité de 15 forages par an.

3.1.8.2. Renforcer les processus de construction au Venezuela de plateformes de forages et de production offshore sur le modèle de celle construite pour le gisement Petrosucre

Corocoro, pour assurer la disponibilité, en temps opportun, des équipements nécessaires au développement de Mariscal Sucre, Cardon IV et Plateforme Deltana, et cela afin de générer le contenu national le plus élevé possible dans ces projets.

3.1.8.3. Développer les activités des Entreprises Nationales de Maintenance afin d'améliorer les délais, les services et diminuer les coûts des arrêts de service dans le système de raffinage national et les pertes pour le progrès du pays.

3.1.8.4. Créer des Entreprises Nationales, Mixtes et des Conglomérats Industriels pour l'installation d'usines de Calcination du Coke, pour la Récupération de Métaux du

Flexicoke et du Coke Vert, une Usine de Ferrovanadium, une usine de goudron issu du pétrole et une usine d'Orimatite, conglomérats fondés sur l'intégration des chaînes du pétrole et des industries de base et de la sidérurgie du Fer/Acier et de la

Bauxite/Aluminium.

3.1.9. Renforcer et étendre la souveraineté technologique.

3.1.9.1. Promouvoir dans le pays le développement des technologies tournées vers l'enrichissement de pétroles bruts lourds et superlourds à travers des processus d'amélioration sur site, des processus du site, des processus de conversion profonde d'hydrogénation avancée et des processus catalytiques de viscosité par Aquaconversion.

3.1.9.2. Mettre en place l'utilisation de technologies d'exploitation secondaire et tertiaire pour les pétroles bruts lourds et extralourds pour parvenir à un taux de récupération de

Suite à la page (15)

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

Income Tax: Individual • Business
• Rapid Anticipation Check (RAC)
Real Estate: Residential • Commercial
• Condo • Coop • Rentals
Notary Public



Max W. Marcelin, Tax Consultant.

Cell: 718-954-5384

Leonite Gourdet, Tax Consultant.

Cell: 718-207-3917

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210

(Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.



Ces coups bas du FMI à l'Argentine qui ne trompent personne !

Par Estelle Leroy-Debiasi *

Les hasards du calendrier n'existent pas, surtout quand c'est le FMI qui distribue les mauvais points de façon unilatérale, comme à son habitude. Alors que depuis plus d'un an et demi une réforme de l'indice des prix en Argentine a été lancée, voilà que la sanction tombe, une « déclaration de censure ».

Le FMI a émis à l'égard de l'Argentine cette mesure extrêmement rare. Là, maintenant, juste en plein procès avec les fonds vautours à New York où l'Argentine a présenté sa position le 28 Janvier dernier et alors que la sentence doit tomber le 27 Février prochain.

Et puis alors que l'Argentine réclame l'ouverture de discussions avec la Grande-Bretagne autour des Malouines. « Si à cela on ajoute que la City de Londres est là où s'articulent les principaux paradis fiscaux, on comprend la position britannique au FMI. De fait, rien ne change pour le pays qui, il y a six ans, a annulé ses comptes avec le FMI » comme le souligne Horacio Verbitsky dans Pagina 12

Le moment était donc bienvenu pour planter une banderille ! C'est ce qu'a fait le FMI en émettant cette « déclaration de censure ». La réaction du gouvernement argentin ne s'est pas, d'ailleurs pas, fait attendre estimant qu'il s'agissait de stigmatiser le pays.

Le FMI donne au gouvernement huit mois pour aligner la méthodologie de l'Indec aux normes internationales. Au cœur de la polémique, l'indice des prix à la consommation du Grand Buenos Aires (IPC-GBA), et même pas l'indice des prix national (IPC-Nacional). Il est vrai, le gouvernement et l'Indec l'ont reconnu, il y a plus un an et demi, que les indices des prix avaient besoin d'un toilettage, et que c'est encore plus difficile quand il s'agit d'un pays fédéral. D'ailleurs tout un chacun sait bien que l'indice des prix à la consommation d'un pays ne traduit la réalité des prix que de façon relative, il suffit de lire les statistiques officielles en France - 1,5% sur un an, et de comparer avec l'évolution de son caddy au supermarché !

Indice des prix du Grand Buenos Aires

En l'occurrence dans le toilettage opéré, l'Argentine a avancé en premier lieu sur son indice national des prix à la consommation (IPC-Nacional), comme lui avait demandé le FMI (voir El Correo). Le FMI, s'attache dans sa critique au IPC-GBA, indice des prix à



Cette « déclaration de censure » émane de la recommandation de Christine Lagarde, on ne peut y voir qu'une volonté de la part de l'organisme international de punir et de montrer du doigt l'Argentine.

la consommation du Grand Buenos Aires (la capitale fédérale et 24 villes de banlieue), zone qui certes concentre une grande partie de la population et de l'activité du pays, bien qu'il ne faille pas sous estimer l'importance de villes comme Cordoba, Rosario ou d'autres capitales de province.

Le FMI explique dans son communiqué, « qu'il a trouvé que le progrès de l'Argentine pour remédier à l'inadéquation » de cet indice, « depuis la réunion du 17 septembre 2012, n'a pas été suffisant », d'où cette déclaration de censure. Le directeur a demandé au pays d'y remédier d'ici au 29 septembre 2013. Les mesures doivent aligner ces indicateurs sur les normes internationales, ajoute le fonds.

Jouer l'exemplarité pour les fortes têtes

Cette « déclaration de censure » émane de la recommandation de Christine Lagarde au board du FMI qui l'a suivie, et donc n'a surpris pas grand monde. En fait, c'est une décision qui veut avoir caractère exemplaire : on ne peut y voir qu'une volonté de la part de l'organisme international de punir et de montrer du doigt l'Argentine.

Les réformes étant en cours depuis plus d'un an et demi dans le cas argentin, et alors que bien des pays se sont trouvés dans une situation similaire sans faire l'objet d'une telle sanction (modifiant leur mesure du chômage ou changeant les produits entrant dans leur panier de l'indice).

Car si le pays ne tient pas les délais, il va être privé de financement. Mais voilà, depuis 2006 l'Argentine n'a aucun lien financier avec le FMI, donc cela ne change pas grande chose ! Sanction ultime, si le pays n'est pas d'équerre début 2015, on prévoit de suspendre son droit de vote, voire de l'exclure.

Le message est simple : voilà ce qui arrive aux fortes têtes, histoire de faire peur aux pays qui pourraient avoir envie de suivre la voie

de l'Argentine quant à la gestion de leur dette, et à la remise en cause des recettes empoisonnées de l'organisme, qui non seulement n'ont pas fait de miracles mais ont entraîné certains pays dans un marasme profond.

Mais le cas argentin dérange car il n'arrange pas la planète finance. Le FMI brandit la menace comme une profession de foi. Et la Présidente argentine de simplement demander : « Où était le FMI qui ne put empêcher aucune crise ? Où était-il quand se sont formés, pire que des bulles, mais des globes aérostatiques financiers ? »

Le FMI en retard sur sa réforme, quelles sanctions ?

Tout cela intervient alors que l'organisme international est lui-même sur la sellette pour ne pas faire avancer suffisamment rapidement sa réforme interne. Le Conseil d'administration du FMI a remis il y a quelques jours au Conseil des gouverneurs son rapport sur les résultats du réexamen de la formule de calcul des quotes-parts.

Cette formule de calcul des quotes-parts devait faire l'objet d'un réexamen complet au plus tard en janvier 2013. Pour mémoire, chaque pays membre du FMI doit se voir attribuer une quote-part qui est fondée globalement sur son poids relatif dans l'économie mondiale. Il s'agit pour les Bric, notamment, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie d'obtenir un pouvoir de décision qui correspond à leur poids dans l'économie.

Dans son rapport, le Conseil d'administration indique que « des progrès sensibles ont été accomplis dans l'identification des éléments clés qui pourraient former la base d'un accord définitif sur une nouvelle formule de calcul des quotes-parts. »

La question est quand ? Clairement, certains membres font de la résistance. Un représentant brésilien, commentait « le maigre résultat des négociations qui reflète la résistance au changement de la part des membres excessivement représentés, notamment en Europe, ajoutant, le FMI s'approche d'un abîme de crédibilité ».

Le FMI a retardé à janvier 2014 la mise en œuvre de sa réforme. Vaut-il s'auto-sanctionner pour ce retard, pourtant préjudiciable au bon fonctionnement de l'économie mondiale ?!

El Correo, Paris, le 4 février 2013

• Estelle Leroy-Debiasi. Journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.

Tout tourne autour de l'or en Afrique



Mali le troisième producteur d'or de l'Afrique

Par Pepe Escobar *

Les réserves d'or du Mali et la campagne frénétique d'achat de la matière brillante par la Chine tandis qu'elle tente de faire tomber le pétrodollar, ont probablement mené les Etats-Unis d'Amérique à accélérer leur projet AFRICOM en construisant une base de drones au Niger voisin. Mais les guerres des ombres en Afrique sont seulement une attraction secondaire, l'acte principal se joue vers l'Asie qui maintient l'exorbitant budget du Pentagone [NDLT : en achetant de bons la dette US].

Tout tourne autour de l'or

Pour citer la phrase immortelle de « Faucon Maltais » de Dashiell Hammett, filmé par John Huston : « Parlons de l'oiseau noir », parlons d'un oiseau mystérieux en or. Évidemment, parce qu'il s'agit d'un film noir digne de Dashiell Hammett qui implique le Pentagone, Pékin, guerres des ombres, retournements et beaucoup d'or.

Commençons par la position officielle de Pékin : « Nous n'avons pas assez d'or ». Cela conduit à la campagne actuelle d'achat frénétique par la Chine, que n'importe qui peut voir en direct live, en temps réel, en particulier à Hong Kong. La Chine est déjà le principal producteur d'or et la principale nation importatrice d'or au monde.

L'or représente à peu près 70 % des réserves US et de l'Allemagne, et c'est plus ou moins la même chose pour la France et l'Italie. La Russie - qui aussi achète activement - a un peu plus de 10 %. Mais le pourcentage d'or de la Chine dans ses réserves impressionnantes de 3,2 trillions de dollars, est de seulement de 2 %.

Pékin suit avec attention les espérances actuelles de la Réserve Fédérale de New York, qui, quand la Bundesbank lui a demandé de rendre l'or allemand qu'elle a dans ses coffres, a répondu que cela prendrait au moins sept ans.

Le journaliste financier allemand Lars Schall suivait l'histoire depuis le début et, a quasi seul fait la connexion cruciale entre l'or, le papier-monnaie, les ressources énergétiques et l'abîme qu'affronte le pétrodollar.

Chaque fois que Pékin dit qu'il a besoin de plus d'or, il le justifie comme une barrière « contre les risques des réserves en monnaie étrangère » - c'est-à-dire la fluctuation du dollar US - mais spécialement pour « promouvoir la mondialisation du yuan ». C'est comme, de façon courtoise, faire que le yuan rivalise « loyalement » avec le dollar et l'euro sur le « marché international ».

Et ici nous avons le point (élu-sif) principal. Ce que veut réellement Pékin est de se débarrasser de l'emprise du dollar. Pour que cela arrive, il a besoin d'importantes réserves d'or. C'est pourquoi nous nous voyons devant un Pékin pivotant du dollar au yuan et essayant d'influer sur de vastes champs de l'économie mondiale pour suivre ce chemin. La règle d'or est le « Faucon Maltais de Pékin » : « les rêves sont ainsi faits ».

Avoir un drone, et voyager

Le Qatar aussi est en train de tourner, mais dans le style MEAN (Moyen Orient - Afrique du Nord). Doha finançait des wahhabites et des salafistes - et même des salafistes -dihadistes - comme les rebelles de l'OTAN en Libye, les bandes de l'Armée Libre Syrienne en Syrie et la bande pan- islamique qui s'est emparée du nord du Mali.

Le Département d'État -et après le Pentagone- ont sans doute pris conscience, comme dans l'accord négocié entre Doha et Washington, ensemble, pour engendrer une nouvelle « coalition » syrienne plus acceptable. Mais ces relations dangereuses entre le francophile Émir du Qatar et le Quai d'Orsay à Paris continuent d'être très puissantes, après avoir déjà gagné en force pendant le règne du Roi Sarko, aussi connu comme l'ancien président français Nicolas Sarkozy.

Tout observateur géopolitique bien informé a suivi les fuites, les unes après les autres, d'ex agents français du renseignement dans le merveilleusement méchant hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné, détaillant le modus operandi du Qatar. C'est parfaitement évident. La politique extérieure du Qatar doit être lue comme les Frères Musulmanes Ici, Là-bas et Partout (mais pas dans l'émirat néo-féodal) ; c'est le « Faucon Maltais du Qatar ». En même temps Doha -ce qui réjouit les élites françaises - est un pratiquant avide du néolibéralisme dur et un grand investisseur dans l'économie française.

De manière que ses intérêts puissent se fondre dans la promotion - réussite - du capitalisme du désastre en Libye et ensuite - sans avoir encore réussi - en Syrie. Mais le Mali, c'est autre chose ; une réaction négative classique - et c'est là où les intérêts de Doha et de Paris divergent (pour ne pas parler de Doha et de Washington ; au moins si l'un n'assume pas que le Mali a été le prétexte parfait pour une nouvelle avancée de l'AFRICOM).

Les médias algériens sont indignés, mettant en cause (en français) les plans du Qatar. Mais le prétexte - comme cela fut prédit - a parfaitement fonctionné.

AFRICOM -surprise !- est dans le coup, puisque le Pentagone est prêt à établir une base de drones au Niger. Ceci est, le résultat pratique d'une visite du commandant de l'AFRICOM, le général Carter Ham, dans la capitale du Niger, Niamey, il y a seulement quelques jours.

Oubliez ces anciens avions turbo PC -12 qui espionnaient le Mali et l'Afrique de l'Ouest pendant des années. L'heure du Prédateur est arrivée. Traduction : le chef en attente, John Brennan planifie une guerre masquée de la CIA dans tout le Sahara-Sahel. Avec la permission de Mick Jagger/ Keith Richards, le temps est venu de commencer à fredonner un remix d'un grand succès : « Je vois un drone gris / et je le veux peint en noir ».

L'AFRICOM fait que le Niger est déjà plus doux qu'une tarte de cerises. Dans le nord-ouest du Niger se

Suite à la page (15)

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"

14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

MANIPULATION US DE LA QUESTION MIGRATOIRE CUBAINE À quand la volonté politique de normaliser les relations migratoires ?

Enrique Ubieta Gomez

Pendant plus de 50 ans le gouvernement des États-Unis a manipulé ses relations migratoires avec Cuba pour en faire un instrument de pression et de chantage politique, ceci dans un double objectif : d'une part, provoquer l'asphyxie économique de notre pays à travers un blocus qui, au lieu de se desserrer, ne cesse de se durcir au fil des ans et, de l'autre, exploiter et politiser la question de l'immigration illégale – Cuba est le seul pays dont les citoyens sont acceptés et régularisés sur-le-champ après avoir foulé le sol des États-Unis –, en accordant le statut de « réfugié politique » à tout Cubain arrivé leur territoire. Seules des crises comme celles de 1980 et 1994 contraignirent le gouvernement de notre voisin du Nord à s'asseoir à la table des négociations, à laquelle Cuba l'a toujours invité. Les premiers pourparlers débouchèrent sur un Accord de normalisation, signé le 12 décembre 1984. Cet effort de concertation comportait, entre autres, le rapatriement à Cuba de 2 746 « excluables » (des personnes jugées inadaptables, incompatibles avec le système de vie aux États-Unis) de l'« exode » de Mariel, et l'octroi, par les États-Unis, de 20 000 visas par an aux citoyens cubains souhaitant émigrer.

Cuba respecta scrupuleusement ses engagements. L'Accord demeura en vigueur pendant huit ans, jusqu'à 1994 – il avait été interrompu de 1985 à 1987 – après le lancement sur les ondes de la mal nommée Radio Marti –, mais, sur le total de 160 000 visas que les États-Unis auraient dû délivrer en ce laps de temps, ils n'en octroyèrent que 11 222, autrement dit 7% du nombre de visas prévus par l'accord. Par contre, ils continuèrent à accueillir sur leur territoire les auteurs d'actions violentes et de détournements d'avions et de bateaux.

La dénommée « crise des balseiros » de 1994 conjugué ces facteurs : recrudescence opportuniste du blocus économique et commercial, en profitant de la chute simultanée des marchés et des fournisseurs socialistes, l'acceptation tacite de l'émigration illégale – y compris de la piraterie aérienne et maritime –, et le refus des visas susceptibles d'assurer une émigration légale.

Du fait de cette politique, plus de 30 000 personnes émigrèrent aux États-Unis en 1994. Cette deuxième crise migratoire déboucha sur un nouveau dialogue, et sur la conclusion de deux accords : le Communiqué conjoint du 9 septembre 1994 et la Déclaration conjointe du 2 mai 1995, en vue de la réactivation des mesures prévues. Les deux gouvernements témoignèrent une nouvelle fois leur intérêt à normaliser les procédures migratoires et s'engagèrent, d'une part, à s'abstenir de concéder un accueil provisoire à tout émigré cubain entré sur le territoire des États-Unis par des voies illégales et, d'autre part à user de moyens persuasifs contre l'émigration illégale. Les deux parties s'engagèrent également à prendre des mesures efficaces pour combattre le trafic de personnes et les actes de violence connexes aux détournements d'avions et de bateaux.

Le nouvel accord prévoyait un quota annuel de 20 000 visas au minimum pour assurer une émigration ordonnée. Les autorités cubaines accordèrent toutes les facilités aux ci-

toyens cubains munis d'un visa et des documents pertinents pour émigrer aux États-Unis. À partir de 1995, les citoyens cubains qui seraient interceptés en haute mer par des garde-côtes ou des navires US seraient rapatriés, et les autorités de l'île s'abstiendraient d'engager toute mesure judiciaire à l'encontre des infracteurs. Par ailleurs, les personnes s'étant introduites illégalement dans la base de Guantanamo seraient remises aux autorités cubaines.

Faisant preuve de bonne volonté et de coopération, le gouvernement cubain autorisa les visites de procureurs, d'avocats et d'experts de ce pays voisin, leur permettant ainsi d'accéder et de vérifier les informations et les déclarations liées aux détournements et aux opérations de trafic d'immigrants. Cuba a adopté des mesures exemplaires et efficaces sans aucune coopération de la part du gouvernement des États-Unis. L'État cubain a publié dans les médias des articles et des reportages sur les victimes du trafic humain et de l'émigration illégale, dans le but de dissuader les émigrés potentiels, et il a mené des actions de prévention auprès des personnes impliquées dans des tentatives d'émigration clandestine. De même, Cuba a démantelé plusieurs de ces organisations, dont les membres ont été arrêtés et condamnés, et la lutte contre ces réseaux criminels s'est considérablement durcie ces dernières années. Notre gouvernement a arrêté des dizaines de trafiquants en provenance des États-Unis, et il conserve intacte sa disposition à les livrer à la justice de ce pays. En vertu d'un Décret-loi, les embarcations des trafiquants sont confisquées. L'article 348 du Code pénal cubain prévoit l'emprisonnement à perpétuité pour les personnes inculpées de trafic d'êtres humains accompagné de violence et mettant en danger des vies humaines. Cet aspect de l'accord, qui revêt une grande importance, a été bafoué à plusieurs reprises par l'administration Bush, qui a accueilli des auteurs d'actes de violence associée aux départs illégaux, ainsi que des individus ayant des comptes en suspens avec la justice cubaine. Le gouvernement des États-Unis s'est également gardé de lever l'admission provisoire automatique dont béné-

ficient tous les émigrants cubains débarqués sur son territoire par des voies illégales, et de remettre aux autorités cubaines les émigrants illégaux interceptés en haute mer. Sous l'administration républicaine furent conçus et exécutés des programmes – encore en vigueur – visant à encourager la défection de coopérants et des professionnels cubains dans des pays tiers. Pendant ces années, le nombre de visas accordés demeura en deçà des quotas fixés par l'accord.

L'exécution des accords fut régulièrement suivie à travers une vingtaine de rondes de négociations conjointes, depuis septembre 1994 jusqu'à janvier 2004, l'année où ce programme fut interrompu sur décision unilatérale des États-Unis. Ce n'est qu'à partir de la prise de fonction, en 2008, de l'administration de Barack Obama, que les États-Unis ont délivré les 20 000 visas annuels prévus. Délivrés à nouveau, en juillet 2009, et après quatre rondes de négociations, l'octroi de visas fut interrompu vers le milieu de 2011 sur une décision politique unilatérale du gouvernement des États-Unis. Le gouvernement cubain présenta en 2009 à l'administration US le projet d'un nouvel Accord migratoire, ceci dans le but d'éliminer les irrégularités décrites plus haut et de renforcer la coopération bilatérale dans la lutte contre l'émigration illégale et le trafic d'êtres humains. Ce projet d'accord n'a pas été accepté par l'administration du président Obama.

Il se trouve que cette manipulation politique des contacts entre les peuples cubain et nord-américain ne nuit pas seulement à nos citoyens. Le 16 janvier 1961, le gouvernement des États-Unis décréta que tout citoyen de ce pays souhaitant voyager à Cuba devrait être muni d'une autorisation spéciale. Cette mesure est toujours en vigueur aujourd'hui. Cuba a supprimé le permis de sortie pour ses citoyens. Quand les États-Unis élimineront-ils le permis de sortie afin de permettre à leurs citoyens de se rendre librement à Cuba.

Granma. La Havane.
24 Janvier 2013

Une nouvelle promotion à la Haitian Technical Development Group



Par Mona Péralté

Le samedi 29 Décembre 2012 dernier a eu lieu au local du journal Haiti Liberté, la cérémonie de remise de diplômes à la promotion « Espoir » de la Haitian Technical Development Group, LLC, une école pour les adultes désireux d'apprendre la science de l'informatique, pour se mettre à jour. Signalons que c'est la troisième promotion de cette école située au 1976 Nostrand Avenue Brooklyn NY 11210, téléphone (646) 377-8294, et dirigée par Mme Judith S. Polidor.

Juste après les mots de bienvenue de la Directrice, Mme Judith S. Polidor, avait pris place une partie culturelle au cours de laquelle l'un des diplômés a interprété la musique « Haiti » de Skah Shah. Après les témoignages des diplômés exprimant leurs joies d'être maintenant en mesure de naviguer sur le net, ce fut le tour de l'avocat Emmanuel Coffy de coiffer la cérémonie à travers son message aux heureux et heureuses diplômés.

Au cours de cette remise de diplômes, on comptait 4 étudiants qui maintenant sont familiers de Microsoft Office Word:

Jeannine Moreau, Sophonie Prinston Milus, Jean Médina Naulie et Denise Aupont. Vingt et un autres maîtrisent Microsoft Windows. Ce sont : Marie Joseph Lundy, Myrtha Calixte, Clément Jean, Nicole Joseph, Jean Jonas Antoine, Melda Pierre, Céline Sanon, Marie Joachim, Duckson Desrosiers, Henry Lange, Odille Montpeirous, Margareth Louis-saint, Marie Jose Jeanty, Hugue Luma, Régine Rozan, Marie Anne Calixte, Augustin André, Evody Altidor, Lebien Lozanguiez, Mitta Calixte et Antoine Hill Darbouze.

Compte tenu de ce bel effort et louable travail de Mme Polydor dans notre communauté à Brooklyn, plus d'adultes devraient s'intéresser à ce merveilleux outil qu'est l'ordinateur encré désormais dans la vie de tous les jours. Aussi, exhortons-nous d'autres compatriotes à ne pas perdre de temps pour s'inscrire à ce programme, tout comme à encourager amis et connaissances homogènes ainsi des autres nationalités à s'y intéresser.

A ces heureux diplômés nous adressons tous nos compliments et leur disons bonne chance, et Excelsior !



- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718 **421-6030**

www.PotentialVegetal.com




Jean Claude Denis
Income Tax Service

Electronic Filing Service &
Refund Anticipation Checks (Refund Advantage)

- 15 Years Experience
- IRS - E-File
- Year-Round Service
- Income Tax Preparation (All States)
- Notary Public

2804 Church Avenue, 2nd Floor, (between Nostrand & Rogers Aves.)
Brooklyn, NY 11226
718.284.1325 • 917.771.6294

RESOLVE STUDENT DEBT



Are you struggling with your student loans? In danger of losing your tax refund or having your wages garnished? Call our experts. We can assist you at a reasonable price.

Free Consultation!
Call: 347-871-5188

Proposition du candidat de la Patrie...

Suite de la page (12)

20 %. Parmi ces technologies il faut mettre en avant l'Injection Continue de Vapeur, la

Combustion In Situ et l'Injection de Tensio-actifs.

3.1.9.3. Créer l'École Technique Pétrolière Socialiste pour la formation des techniciens nécessaires dans plus de 180 spécialités à partir de la Mission Ribas Technique qui accueille et forme 5.000 techniciens par an.

3.1.9.4. Étendre au niveau national les établissements et les personnels, administratifs et enseignants, de l'Université des Hydrocarbures pour parvenir à la formation technique et idéologique des nouveaux cadres pour les zones de développement de la Ceinture

Pétrolière de l'Orénoque et Offshore.

3.1.9.5. Créer l'Institut de Recherche du Coke et des Minéraux issus du traitement du pétrole brut de la Ceinture Pétrolière de l'Orénoque pour leur industrialisation.

3.1.10. Elargir la diversification de nos marchés.

3.1.10.1. Approfondir les stratégies de diversification des marchés du pétrole brut et des produits dérivés, avec l'objectif, pour 2019, de 2.200 MBD destinés aux pays asiatiques,

1.250 MBD vers l'Amérique Latine et les Caraïbes, 550 MBD vers l'Europe et 1,150 MBD vers l'Amérique du Nord.

3.1.10.2. Approfondir les stratégies d'intégration et de positionnement du Venezuela en

Amérique Latine et dans la zone des Caraïbes, comme, par exemple, les projets de construction d'une capacité de raffinage de 1.100 MBD entre l'Équateur, le Brésil, le

Nicaragua et Cuba, 2.300 km de transport de brut avec une capacité pouvant atteindre de

500 MBD vers la zone Pacifique de la Colombie. Et, en Asie, la construction d'une capacité de 1.200 MBD sous forme de 3 raffineries en Chine, 1 au Vietnam et 1 en Syrie.

3.1.11. Renforcer et améliorer les capacités opérationnelles de notre Entreprise Nationale

Petróleos de Venezuela.
3.1.11.1. Intensifier les actions nécessaires pour assurer la disponibilité des moyens humains, logistiques et financiers nécessaires pour assurer la mise en oeuvre des plans et des programmes.

3.1.11.2. Accroître la fiabilité et la disponibilité des infrastructures de collecte, traitement, stock-

age, transport, mesure et raffinage des hydrocarbures.

3.1.11.3. Assurer les compétences humaines requises par l'exécution efficace des tâches tout au long de la chaîne de valorisation des hydrocarbures.

3.1.12. Garantir le Sécurité Énergétique du pays.

3.1.12.1. Synchroniser la production avec la demande et les jours de couverture pour les divers combustibles d'hydrocarbures sur le territoire national.

3.1.12.2. Diversifier le mix énergétique primaire et ajuster la consommation d'énergie aux meilleurs standards d'efficacité, en incorporant le coke, le charbon et les autres énergies alternatives.

3.1.12.3. Renforcer les plans d'urgence pour faire face efficacement aux événements exceptionnels.

3.1.13 Renforcer l'État dans le contrôle et la gestion du système électrique national.

3.1.13.1. Renforcer et élargir le réseau électrique national.

3.1.13.2. Diversifier les sources de production électrique en favorisant le recours au gaz naturel, au coke, et aux autres sources d'énergie.

3.1.13.3. Compléter le développement hydroélectrique du pays en parachevant les

Complexes hydroélectriques de : Tocoma, Uribante Caparo dans son Second

Développement et Développer El Chorrin.

3.1.13.4. Impulser la mise en oeuvre de technologies plus performantes pour la production d'énergie électrique en fermant des cycles combinés dans les centrales suivantes : Centrale Josefa Camejo, Centrale Termo Termobarranca, Centrale Pedro Camejo, Centrale Termozulia III, Centrale El Sitio, Centrale Alberto Lovera, Centrale Ezequiel Zamora, Centrale San Diego de Cabrutica, Centrale Cumaná.

3.1.13.5. Développer et améliorer le réseau d'acheminement et de distribution de l'énergie électrique grâce à la mise en oeuvre de : Plan Robusto qui étend la capacité de transport aux sous-stations suivantes : Subestación San Carlos II 400/115 kV, Chivacoa II 400/115 kV, Portuguesa 400/115 kV, Carabobo II 400/230 kV et son système de transport associé, SVC à la sous-station Horqueta 230 kV, Línea N° 2 Uribante - El Vigía II y El Vigía II - Buena Vista isolée 400 kV, Sistema a 400 kV dans la région ouest du pays (El Venado - Buena Vista). En sous-transmission : développement du Système de liaison Trans-

mission - distribution à 115/13.8-34.5 KV 115/13.8-34.5 KV pour répondre à la demande des usagers en fin de ligne.

Dans la Distribution : développer les réseaux au niveau de la distribution pour améliorer les facteurs de puissance des charges et construire de nouvelles lignes pour fournir une qualité de service adéquate.

Développer et adapter le Réseau Électrique dans la Région Occidentale qui comprend les États de Barinas, Merida, Tachira, Apure Alto, Trujillo et de Zulia... Construire : 45 sous-stations, 4044 km de lignes à haute tension, 7096 km de lignes à basse tension, 1305 MVA en basse tension, 8.654 MW en installations génératrices.

Développer et adapter le Réseau Électrique dans la Région Centrale qui comprend l'Apure, Aragua, Carabobo, Cojedes, la Capitale, Falcon, Guarico, Lara, Miranda,

Portuguesa, Vargas et Yaracuy et construire les ouvrages suivants : 67 sous-stations,

4075 km de lignes de transmission, 3,179 km de lignes de distribution, 8488 MVA dans la distribution, 5542 MW de centrales de production.

Développer et adapter le Réseau Électrique Oriental qui regroupe les États de l'Est

Anzoategui, Bolivar, Delta Amacuro, de Monagas, Sucre et Nueva Sparte et la construction des ouvrages suivants 48 sous-stations, 4110 km de lignes de transmission,

4743 km de lignes de distribution, Distribution et 1083 MVA dans 6780 MW de centrales de production.

Continuer à améliorer l'efficacité et la qualité du réseau électrique en développant l'infrastructure électrique sur des critères d'efficacité, qualité, continuité, sérieux et respect de l'environnement.

Développement de l'infrastructure électrique avec l'efficacité, la qualité, la continuité, la fiabilité et le respect de l'environnement.

3.1.13.6. Continuer d'améliorer l'efficacité et la qualité du réseau électrique.

3.1.13.7. Développer l'utilisation efficace de l'électricité, en ayant recours à des sources alternatives et en développant le recours à la ressource éolienne.

3.1.13.8. Assurer l'approvisionnement en énergie électrique pour les développements de l'habitat prévus par la Plan Grande Mission Habitat Venezuela

ainsi que pour les nouveaux développements pétroliers gaziers miniers et pétrochimiques.

3.1.14 Renforcer et approfondir la coopération énergétique internationale.

3.1.14.1. Renforcer les alliances stratégiques déjà signées et à venir entre les signataires des accords de petrocaribe, les Accords de Coopération Énergétique et l'Accord Integral de Coopération pour assurer le respect des accords et le placement des 470 MBD d'hydrocarbures vénézuéliens et fournir directement les bénéfices aux peuples de ces pays.

3.1.14.2. Approfondir les alliances politiques et économiques avec les pays qui ont un positionnement géostratégique favorable et dont les intérêts convergent avec ceux de notre nation, ce qui encouragera la construction d'un monde multipolaire.

3.1.14.3. Approfondir les relations de coopération avec les pays de la région, fondée sur les principes de complémentarité et de solidarité afin de leur fournir l'accès à l'énergie.

3.1.15. Développer la puissance économique en utilisant les ressources minières.

3.1.15.1. Augmenter les réserves de minéraux au niveau national.

3.1.15.2. Rechercher de nouveaux gisements de minerais dans le Bouclier de Guayana, le massif des Caraïbes, la Cordillère des Andes et de la Sierra de Perija, grâce à la prospective géologique et à l'utilisation des nouvelles technologies à faible impact environnemental.

3.1.15.3. Doubler les réserves minières de bauxite, de fer, coltan (niobium et tantale), nickel, phosphate de roche, feldspath et charbon en confirmant les gisements localisés dans le Bouclier Guyanais, la Cordillère des Andes, le Massif montagneux de la Caraïbe, et la Sierra de Perija.

3.1.15.4. Doubler les réserves minières aurifères et diamantaires en confirmant les gisements situés dans le Bouclier Guyanais qui importent pour la construction du socialisme, qui génèrent des biens négociables et renforcent les réserves en devises internationales.

3.1.15.5. Développer le potentiel minier national pour diversifier les sources d'emploi, de revenus et les formes de la propriété sociale.

3.1.15.6. Utiliser la demande industrielle endogène comme force motrice pour le développement de l'exploitation minière, en coordonnant la demande intérieure avec la

demande internationale.

3.1.15.7. Renforcer l'Entreprise Minière nationale de propriété sociale indirecte pour intégrer les activités minières, exploiter de façon rationnelle les gisements minéraux, développer les connaissances scientifiques et technologiques, accroître la productivité et améliorer l'efficacité de la production dans le secteur.

3.1.15.8. Augmenter la production d'or et de diamant en modernisant technologiquement

les Entreprises Publiques aurifères existantes, en constituant des Entreprises Mixtes au sein desquelles la République Bolivarienne du Venezuela aura le contrôle de leurs décisions et conservera une participation supérieure à 55%, et en organisant les petites entreprises minières en unités de production.

3.1.15.9. Constituer des entreprises mixtes pour l'exploitation et la transformation de la bauxite, le fer, le coltan (niobium et tantale), le nickel, le phosphate de roche, le feldspath et le charbon, dans lesquelles la République Bolivarienne du Venezuela aura le contrôle de leurs décisions et détiendra une participation supérieure à 55 %.

3.1.15.10. Constituer des entreprises de propriété sociale directe en prenant en compte les connaissances populaires dans la transformation artisanale des minéraux non

métalliques d'usage essentiel pour l'élaboration d'ouvrages civils tels que argiles molles, sables, graviers, granites, granodiorites, schistes, marbres, gneiss, calcaires, gypses, sels.

3.1.15.11. Développer des technologies minières qui réduisent l'impact environnemental, les volumes des déchets résiduels et le traitement du matériel en oeuvre ; exploiter le potentiel des universités et des instituts du pays et les accords de transferts de technologie signés avec les pays alliés.

3.1.15.12. Organiser les petites entreprises minières concentrées dans l'exploitation de l'or et du diamant en unités de production dans lesquelles l'État apportera un soutien technologique et financier pour protéger la santé des travailleurs, les ressources naturelles et l'environnement.

3.1.15.13. Créer le Fonds de Développement Social Minier avec des contributions financières du secteur minier pour assurer la sécurité sociale des travailleurs et de leurs proches.

A Suivre

VENUS RESTAURANT
Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal"
718-287-4949

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm


Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

NOUS LES AMIS RESTAURANT



Haitian & American Cuisine
"A Taste of the Caribbean Right Here in Flatbush"
We Do Catering
2187 Clarendon Road (just off Flatbush Avenue) Brooklyn, NY 11226
347.627.9425

FRITAYE 5 STAR



• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE: Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

« Rayer des pays de la carte » : Qui dérouté les « États en dérouté » ?

Prof Michel Chossudovsky

Une dangereuse rumeur s'est propagée à travers le monde et elle pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La légende veut que le président iranien ait menacé de détruire Israël ou, pour citer les propos déformés, dit « Israël doit être rayé de la carte ». Contrairement à la croyance populaire, il n'a jamais fait cette déclaration [...] (Arash Norouzi, Wiped off The Map: The Rumor of the Century, janvier 2007.) Les États-Unis ont attaqué directement ou indirectement environ 44 pays à travers le monde depuis août 1945, certains d'entre eux à plusieurs reprises. Le but affiché de ces interventions militaires était d'effectuer un « changement de régime ». Pour justifier et dissimuler ce qui correspondait à des actions unilatérales et illégales, on a invariablement évoqué les « droits humains » et la « démocratie ». (Professeur Eric Waddell, The United States Global Military Crusade (1945-), Global Research, février 2007) « Voici un memo du Pentagone qui décrit comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan et pour terminer, l'Iran ». J'ai dit « Est-il classifié? » Il a dit « Oui monsieur. » J'ai répondu : « Alors ne me le montrez pas. » (General Wesley Clark, Democracy Now, 2 mars 2007.) Washington « oeuvre à la destruction » d'une très longue liste de pays. Qui « raye des pays de la carte? » L'Iran ou les États-Unis? Durant une période appelée euphémiquement l'« après-guerre » de 1945 à aujourd'hui les États-Unis ont directement ou indirectement attaqué plus de 40 pays. Alors que les principes de la politique étrangère des États-Unis prétendent « propager la démocratie », l'interventionnisme étasunien, par des moyens militaires et des opérations clandestines, a donné lieu à la déstabilisation totale et la partition de pays souverains. Détruire des pays fait partie d'un projet impérial des États-Unis, un processus de domination mondiale. De plus, selon des sources officielles, les États-Unis ont en tout 737 bases militaires à l'étranger (données de 2005).

Le concept d'« État en dérouté » Dans son rapport « Global Trends » (Tendances mondiales, décembre 2012), le National Intelligence

Council (NIC), situé à Washington, « prédit » que 15 pays en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient deviendront des « États en dérouté » d'ici 2030 en raison de leurs « conflits potentiels et leurs ennus environnementaux ». La liste des pays dans le rapport de 2012 du NIC comprend l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, le Tchad, le Niger, le Nigeria, le Mali, le Kenya, le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, la Somalie, la République démocratique du Congo, le Malawi, Haïti et le Yémen. (voir p 39) Dans le rapport de 2005, publié au début du second terme de Bush, le NIC avait prévu que le Pakistan deviendrait un « État en dérouté » d'ici 2015 « car il sera affecté par la guerre civile, la talibanisation totale et la lutte pour le contrôle de ses armes nucléaires ». Le Pakistan a été comparé à la Yougoslavie, découpée en sept États par procuration après une décennie de « guerres civiles » parrainées par les États-Unis et l'OTAN. Le NIC prévoyait pour le Pakistan « un destin à la yougoslave [...], un pays déchiré par la guerre civile, des bains de sang et des rivalités interprovinciales ». (Energy Compass, 2 mars 2005.) Bien qu'il affirme que les États en dérouté « servent de refuge aux extrémistes politiques et religieux » (p. 143), le rapport ne reconnaît pas que depuis les années 1970, les États-Unis et leurs alliés ont secrètement soutenu des organisations religieuses extrémistes afin de déstabiliser des États-nations laïques et souverains. Et le Pakistan et l'Afghanistan étaient des États laïcs dans les années 1970. Un « statut d'État en dérouté » à la yougoslave ou à la somalienne n'est pas le résultat de divisions sociales internes, mais un objectif stratégique mis en oeuvre par des opérations clandestines et des actions militaires.

Fund for Peace, dont le siège est à Washington et le mandat consiste à promouvoir « une sécurité durable par la recherche », publie (annuellement) un « Index des États en dérouté » basé sur une évaluation des risques (voir la carte ci-dessous). Trente-trois pays (compris dans les catégories Alerte [rouge] et Avertissement [orange]) sont identifiés comme étant des « États en dérouté ». Selon Fund for Peace, les États en dérouté sont également des « cibles pour les terroristes liés à Al-Qaïda ».

Le classement annuel des

pays par Fund for Peace et Foreign Policy indiquant les symptômes des États en dérouté/fragiles est publié au moment où le monde s'inquiète de plus en plus du sanctuaire étatique au nord du Mali où s'établissent des extrémistes liés à Al-Qaïda pour l'expansion du djihad.

Inutile de dire que l'histoire d'Al-Qaïda comme élément du renseignement étasunien, son rôle dans la division des factions et l'instabilité au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique subsaharienne n'est pas mentionnée. Les activités des unités djihadistes d'Al-Qaïda dans la plupart de ces pays relèvent d'un programme clandestin diabolique du renseignement.

Les États « faibles » et « en dérouté » : une menace pour les États-Unis

Selon une logique tordue du Congrès étasunien, les « États en dérouté plus faibles » constituent une menace pour la sécurité des États-Unis : « [P]lusieurs menaces [émanent] d'États décrits soit comme étant faibles, fragiles, vulnérables, défaillants, précaires, en dérouté, en crise ou déstructurés ».

Lorsque la Guerre froide a pris fin au début des années 1990, les analystes ont pris conscience de l'émergence d'un environnement de sécurité internationale dans lequel les États faibles et défaillants devenaient des véhicules pour le crime organisé international, des voies pour la prolifération nucléaire et des points chauds pour les conflits civils et les urgences humanitaires. Les menaces potentielles à la sécurité nationale des États-Unis que posent les États faibles et défaillants est devenue davantage évidente avec les attentats du 11-Septembre 2001 contre les États-Unis commis par Al-Qaïda, organisés par Oussama ben Laden à partir du refuge offert par l'Afghanistan.

Les événements du 11-Septembre 2001 ont poussé le président George W. Bush à déclarer dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis de 2002 que les « États faibles comme l'Afghanistan peuvent poser un danger aussi grand pour nos intérêts nationaux que les États forts ». (Weak and Failing States: Evolving Security, Threats and U.S. Policy, Rapport du CRS pour le Congrès des États-Unis, Washington, 2008.)

Suite à la page (18)

Suite de la page (4)

eux une pitance. Mais, si c'était pour réaliser un coup d'Etat ils auraient investi le centuple.

Par contre dans l'après midi du dimanche 3 mars les rues de Pétion-Ville étaient bien animées en musique et en couleurs, même quand à cause d'un budget réduit, toutes les bandes à pieds n'ont pas pu y prendre part comme prévu. Alors, si nous avons pu constater une certaine propreté des rues, ce n'est pas pour autant une occasion pour envoyer des fleurs aux agents exécutifs intérimaires.

Loin de là, car nous avons relevé suffisamment d'imperfections au cours du déroulement de ces festivités. Tout d'abord les bandes à pieds étaient trop rapprochées. Le carnaval, c'est avant tout une variété de couleurs vives, ce qui manquait grandement. L'on devrait donner aux carnavaliers la possibilité de se régaler de l'exquise harmonie qui se dégage des cornets soutenus par le rabordail des tambours.

Tout ceci pour vous dire que les bandes à pied n'étaient pas assez espacées ce qui a provoqué une malencontreuse cacophonie. Certains DJ n'ont pu offrir aucune prestation en dépit des sacrifices consentis pour y être présents. La veille, Gertrude Conseillant Séjour, au nom de la fondation Maurice Sixto a profité de cette occasion propice pour justifier un fond et aussi se faire de gros sous sans coup férir.

Dans la ville de Jacmel l'affluence d'invités pouvait en faire un événement artistique national de grande envergure. Cependant, la petitesse d'esprit mêlée au manque de vision des autorités organisatrices n'ont pas permis de donner à ce carnaval

toute l'ampleur qu'il mérite. Mais, en dépit des bousculades, des échauffourées, les carnavaliers se sont quand même amusés car on les a habitués à se satisfaire du moins que rien.

Mais le carnaval de Jacmel est avant tout défilé de beaux masques, suites infinies de chorégraphies artistiquement préparées, exécutions de merengues entraînant. Deslmas, Carrefour, Tabarre, les Cayes ont eu aussi leur défilé carnavalesque au cours de la journée du dimanche 3 février. En dernier lieu un communiqué rendu public et signé de la mairesse de facto Marie Joseph René vient d'interdire tout défilé carnavalesque pendant les trois jours gras dans l'air du Champs de Mars.

Avec cette équipe au pouvoir le carnaval est formellement interdit à Port-au-Prince. Manmzè sanble li se yon pwotestan rabi. Se pou l te fè yon kwazad pito nan 3 jou sa a yo. Autrement dit, la mairesse GNB recyclée en tèt kale croit pouvoir punir féroceement ceux et celles ne pouvant pas se rendre au Cap. Mais, nous devons l'informer qu'elle se trompe grandement si elle croit pouvoir imposer aux Port-au-Princiens une nouvelle forme de dictature culturelle.

Parallèlement le choléra Minustah ne chomant pas pour le carnaval, il vient de faire plus de 60 victimes selon un rapport provisoire de l'hôpital Saint Nicolas de Saint Marc. A Carrefour, un inspecteur de police a été abattu en plein jour alors qu'il revenait de la banque. Au cours de la journée les occupants d'une voiture immatriculée officiel ont abattu deux jeunes à la rue des Casernes suite à une altercation verbale. Ak moun sa yo, Ayiti gen pou l wè.

Suite de la page (13)

trouvent toutes les mines d'uranium qui approvisionnent l'industrie nucléaire française. Et c'est très près des réserves d'or du Mali. Imaginez tout cet or dans une zone « instable » tombant dans les mains ... des entreprises chinoises. C'est le moment du « Faucon Maltais de Pékin », d'avoir finalement assez d'or pour en finir avec ce dollar fil à la patte.

Le Pentagone a même obtenu une permission pour que toute son équipe de surveillance se réapprovisionne – dans tous les endroits possibles – dans l'Agadez crucial. La légion française peut avoir fait la sale besogne sur le terrain au Mali, mais AFRICOM sera celui qui ramassera la mise dans tout le Sahara - Sahel.

Etes-vous au courant de l'oiseau (asiatique) ?

Et cela nous porte vers ce fameux tournant l'Asie, qui était supposé être le sujet géopolitique numéro un du gouvernement d'Obama 2.0. Il le sera peut être. Mais certainement, aux cotés du mouvement de drones de l'AFRICOM dans l'ensemble du Sahara/Sahel, avec une irritation croissante de Pékin ; et Doha - Washington faisant pivoter leur appui aux ex- « terroristes » devenus « des combattants pour la liberté » et vice versa.

Et nous n'avons même pas mentionné l'absence de mouvement impliqué dans ce tiret noir : le gouvernement d'Obama 2.0 en maintenant son épouvantable accolade à la Maison médiévale de Saud et « une stabilité dans la péninsule arabe », comme le recommande un suspect habituel, un médiocre – mais influent – « ancien Officier d'intelligence ».

Play it again, Sam. Dans cette scène extraordinaire du Faucon Maltais au commencement de notre trame entre Humphrey Bogart (disons qu'il a le rôle du Pentagone) et Sydney Greenstreet (disons qu'il a celui de Pékin), le fonctionnaire est le dur, le troisième rôle dans le film. Le fait de pivoter vers l'Asie est essentiellement un produit d'Andrew Marshall, un totem semblable à l'Yoda

de la sécurité nationale US.

Marshall fut derrière la Révolution dans les Affaires Militaires (RMA) – tous les fanatiques de Donald Rumsfeld le savent – l'opération ratée « Choc et Effroi » (« Shock and Awe » qui a seulement servi à détruire l'Irak jusqu'à le laisser presque irrécupérable, y compris avec la participation du capitalisme du désastre) ; et maintenant le concept appelé Bataille Air-Mer [comme le jeu vidéo « Air-Sea Battle »].

Les prémisses de la Bataille Air-Mer sont que Pékin attaquera les forces US dans le Pacifique, ce qui est franchement, ridicule (même, y compris avec l'aide d'une opération monstrueuse de faux drapeaux). Les US lanceraient alors des représailles à travers une « campagne aveuglante », l'équivalent naval de Choc et Effroi. La Force Aérienne et la Marine de Guerre US ont adoré le concept parce qu'il implique beaucoup de dépenses pour des matériels qui seront stationnés dans de nombreuses bases sophistiquées dans le Pacifique et en haute mer.

Par conséquent, comme la contre-insurrection dans le style David Petraeus a viré vers des guerres des ombres de la CIA de John Brennan, là il s'agit réellement de faire pivoter vers l'Asie, une pseudo stratégie ourdie pour maintenir le budget du Pentagone à des niveaux exorbitants, en poussant une nouvelle guerre froide avec la Chine. On a pu entendre Marshall disant : « Ils n'accumuleront jamais assez d'or pour imposer leur plans maléfiques » en parlant de la Chine (certes sans l'aplomb de Bogart ou de Greenstreet). Hammett serait épouvanté ; le « Faucon Maltais de Marshall » est ce dont sont faits les rêves (de guerre).

(Copyright 2013 Asia Times Online (Holdings) Ltd. All rights reserved.

Asia Times, le 1er février 2013 Traduit de l'anglais par : Estelle et Carlos Debiassi El Correo. Paris, le 3 février 2013

NICLAS EXPRESS INCOME TAX & INSURANCE AGENCY



Also:

- ✓ **Cargo Services**
- ✓ **Immigration Services**
- ✓ **Affidavit of Support**

**6234 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138**

Niclas Pierre

Office: 305.759.8244 • 305.759.8485 Cell: 305.409.0213

Fast Refund




Visite historique d'Ahmadinejad en Egypte



Mahmoud Ahmedinejad et son homologue égyptien, l'islamiste Mohamed Morsi

La visite est historique. Mahmoud Ahmedinejad est arrivé mardi au Caire pour assister à un sommet des pays islamiques, la première visite d'un président iranien en exercice en Egypte depuis 1979. Il a été accueilli

au pied de la passerelle de l'avion par son homologue égyptien, l'islamiste Mohamed Morsi, selon les images retransmises par la télévision d'Etat.

Jdd 5 février 2013

Prisons secrètes: 54 pays ont aidé la CIA

La Belgique, l'Algérie, le Danemark, le Canada: au total 54 pays ont aidé la CIA dans son programme de détention secrète et d'interrogatoires musclés de suspects de terrorisme après les attentats du 11-Septembre, selon un rapport publié mardi aux Etats-Unis. Ces Etats cités sont localisés sur tous les continents, de l'Afghanistan en passant par le Yémen et le Zimbabwe, jusqu'à de nombreux pays d'Europe comme l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie.

Différentes formes de soutien. Selon l'organisation humanitaire Open Society Justice Initiative, ces 54 gouvernements étrangers ont participé à ce programme de l'agence de renseignement américain de diverses manières, y compris en accueillant les prisons secrètes sur leur sol, en aidant à la capture et

au transport des détenus, en interrogeant et en torturant des individus, en fournissant des renseignements, ou encore en ouvrant leur espace aérien pour les vols secrets.

Une collaboration contraire au droit. "En participant à ces opérations, ces gouvernements ont violé aussi le droit sur leur sol et le droit international, et sapé les règles contre la torture" qui est "non seulement illégale et immorale mais aussi inefficace pour obtenir des renseignements fiables", dénonce le rapport.

Quelle suite ? L'Italie est le seul pays où un tribunal a condamné des responsables pour leur implication dans ces opérations, le Canada est le seul à avoir présenté des excuses à une victime de ce programme, tandis que trois pays --le Canada, l'Australie et le Royaume-Uni-- ont versé des indemnités de compensation à des victimes.

Reuters 5 février 2013

Fidel Castro fait une apparition pour les élections législatives cubaines

La réapparition en public dimanche de Fidel Castro pour participer aux élections législatives cubaines a été l'unique événement de ce scrutin qui devrait conduire fin février à la réélection sans surprise du président Raul Castro.

Fidel Castro est arrivé vers 17 heures au bureau de vote no 1 de la place de la Révolution, à La Havane, où il a toujours voté avant de tomber gravement malade en juillet 2006 et de déléguer le pouvoir à son frère Raul Castro, a indiqué l'agence d'information nationale. Le leader cubain, âgé de 86 ans, n'était plus réapparu en public depuis le 21 octobre. Une photo publiée dans la presse locale le montre revêtu d'une chemise sombre à carreaux et d'un blouson noir, en train de parler avec des gens dans le bureau de vote, appuyé sur une canne.

Environ 8,5 millions de Cubains avaient été appelés à voter dimanche pour élire les 612 membres de l'Assemblée nationale. Les 29 957 bureaux électoraux répartis dans tout le pays ont ouvert à 7 heures locales (13 heures à Paris) pour la désignation des 612 membres du Parlement cubain, dont le président sortant Raul Castro, 81 ans, et son célèbre frère Fidel.

Aucun candidat de l'opposition n'est présent à ce scrutin, qui verra aussi l'élection des 1 269 délégués aux 15 assemblées provinciales ce qui ne mettra pas en jeu le pouvoir du parti



Fidel Castro revêtu d'une chemise sombre à carreaux et d'un blouson noir, en train de parler avec des gens dans le bureau de vote, appuyé sur une canne.

unique, le Parti communiste de Cuba. Les dissidents cubains, communément qualifiés par le pouvoir de "mercenaires" à la solde des Etats-Unis, ont appelé à l'abstention ou au vote blanc.

A l'issue de sa mise en place, la nouvelle Assemblée nationale procédera à l'élection du Conseil d'Etat, organe exécutif suprême, dont la trentaine de membres élira le 24 février leur président, qui devrait sans surprise être Raul Castro, pour un second mandat.

Selon de nouvelles dispositions, le scrutin marque pour la première fois

depuis un demi-siècle le retour à la limite de deux mandats de cinq ans, de nouveau imposés aux plus hauts responsables du pays. La génération "historique" au pouvoir depuis l'avènement de la Révolution cubaine en 1959 devrait ainsi partiellement céder la place à une nouvelle génération de dirigeants qui pourraient apparaître au grand jour avec leur élection au Conseil d'Etat. Raul Castro devrait ainsi quitter son poste en 2018.

Le Monde 4 février 2013

Près de 90% des électeurs votent aux élections générales à Cuba

Par Reynaldo Henquen

La Présidente de la Commission Électorale Nationale, Alina Balseiro, a fait savoir que 7 877 906 Cubains se sont rendus aux urnes dimanche pour élire les députés à l'Assemblée Nationale et les délégués aux Assemblées Provinciales du Pouvoir Populaire.

Elle a indiqué que ce chiffre représente près de 90% des quelque 8 millions d'électeurs appelés à se rendre aux urnes.

Rendant publics les résultats préliminaires de cette seconde étape des élections à Cuba, Alina Balseiro a précisé



Des enfants cubains en train de surveiller les urnes lors des dernières élections législatives

que les 612 députés à l'Assemblée Nationale et les 1 269 délégués aux Assemblées Provinciales ont été élus.

Elle a ajouté que l'âge moyen des parlementaires est de 48 ans, que plus de 48% sont des femmes et que 8% sont des jeunes ayant jusqu'à 35 ans. La Présidente de la Commission Électorale Nationale a fait savoir que le pourcentage de

bulletins valables a dépassé 94% tandis que celui des bulletins en blanc et nuls a été de 4,63% et de 1,20% respectivement. Alina Balseiro a fait l'éloge du bon déroulement du processus électoral qui a pris fin dimanche à Cuba par le dépouillement des bulletins en public comme le prévoit la Loi Electorale Nationale.

RHC 5 février 2013

Hugo Chavez appelle le peuple à l'unité, à l'occasion de la journée de la Dignité Nationale

Par Michele Claverie


Le président du Venezuela, Hugo Chavez, a appelé le peuple à l'unité dans un message lu par le vice président exécutif de ce pays, Nicolas Maduro, à l'occasion du 21^e anniversaire du soulèvement

civique- militaire du 4 février 1992.

Il a signalé que l'esprit insoumis du 4 février doit accompagner le peuple chaque jour. Le chef de l'état vénézuélien a alerté le peuple sur le fait que les pouvoirs qu'il a affrontés il y a deux décennies persistent dans leur tentative

Suite à la page (18)


Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.
English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225


Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345
Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210
Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514
• Immigration
• Divorce
• Business Formation
(Corporation & Partnership)
• Estate Administration - Wills
• Real Estate Closings


Haiti-Hydrocarbures



Le directeur du bureau des mines ne répond pas à ces questions, pas plus qu'il ne fournit des précisions. « Je regrette que le Sénat n'ait pas été contacté. J'ai peut-être péché mais il n'y a pas d'erreur irréparable », s'est justifié en sanglots l'ingénieur Ludner Remarais, quelle platitude ?

Suite de la page (8)

pas encore signés, mais il y a des démarches qui sont faites pour installer des raffineries en Haïti. Il y a plusieurs offres qui existent actuellement ».

Deux ans plus tard, en mars 2012, un article du Nouvelliste repris sur internet parle de relance de l'exploration pétrolière (encore appelée prospection).

Lors d'une rencontre, une compagnie, Petro Gaz-Haïti SA, déclare que son « offre a été acceptée » par le bureau des mines et montre, aux journalistes présents, des roches trouvées au cours de « recherches préliminaires » et qui seraient des « indices de l'existence du pétrole » dans ces zones : l'île de la Tortue (Nord-Ouest), le Plateau Central, la plaine du Cul-de-Sac, le Golfe de la Gonâve, l'île de la Gonâve (Ouest) et la plaine des Cayes (Sud).

Cependant, Dieuseul Anglade, directeur du Bme à l'époque, affirme à AlterPresse : « Pendant mon passage au bureau des mines, je n'ai donné aucun permis ».

Il reconnaît, cependant, que des discussions étaient en cours pour l'octroi de permis de prospections pétrolières.

...aux grands soucis

Si les discours contradictoires, autour du dossier des hydrocarbures, peuvent sembler étonnants, les inquiétudes ne sont pas soulevées pour l'instant.

Or, l'exploitation du sous-sol haïtien concerne des domaines environnementaux et légaux sensibles.

La loi minière haïtienne « aborde la question de la protection de l'environnement d'une manière très générale en demandant aux bénéficiaires de titres miniers (détenteurs de permis de prospection, de recherches, d'exploitations et concessions) de prendre, en fonction des normes internationales de génie, des mesures de redressement nécessaires lors de

la cessation ou de l'exécution des travaux si ceux-ci perturbent gravement l'environnement », selon une étude réalisée en 1996 (p.23-24).

En dépit des promesses, en mai 2012, du premier ministre Laurent Salvador Lamothe de la faire réviser, cette loi minière est toujours en vigueur, avec ses « lacunes ».

Pour les hydrocarbures, sans des dispositions fermes de l'Etat, les impacts sur l'environnement pourraient être encore plus grands. Car les compagnies utilisent des techniques très complexes (notamment les techniques sismiques) coûteuses, et surtout polluantes. « Les activités de l'industrie extractive et la consommation d'hydrocarbures ont un impact déterminant sur l'environnement. Les installations de pompage, les pipelines, les raffineries et les infrastructures de commercialisation se traduisent trop souvent par des déforestations, des déplacements forcés de populations, des pollutions et d'autres atteintes graves à l'environnement », écrit le professeur Gilles Carbone en 2007 dans l'annuaire suisse de politique de développement.

L'auteur relève particulièrement : « La plupart des études récentes montrent que l'exploitation d'hydrocarbures tend à fragiliser le tissu économique, la cohésion sociale et les institutions politiques des pays producteurs. De manière paradoxale, l'exploitation des richesses du sous-sol est souvent associée à la misère des populations locales, à la mauvaise gouvernance et à la dégradation de l'environnement (...) ».

Suivant cette analyse, au-delà de la question des hydrocarbures, le point fondamental est de savoir si le gouvernement actuel - en accordant ces permis de recherche de pétrole - a pensé ou non à éviter à Haïti « la malédiction des ressources naturelles ».

Alterpresse 1er février 2013

Suite de la page (17)

d'arrêter le cours de l'histoire au Venezuela, dans notre Amérique et dans le monde. « Le « Pour le moment » d'il y a 21 ans est un « Pour toujours pour le peuple bolivarien » a signalé Hugo Chavez dans la missive, dans laquelle il convoque le peuple à empêcher que l'empire et ses laquais atteignent leur but de le diviser.

Il a réitéré que son esprit et son cœur sont avec le peuple vénézuélien en cette journée de la Dignité Nationale car il y a des événements qui se transforment en engagement envers un destin, des événements qui doivent survenir pour nous permettre d'évaluer le passé et de voir avec plus de clarté l'horizon libérateur. « Comme je regrette d'être absent pour la première fois ce jour-là, mais la bataille que je livre pour mon plein rétablissement dans la Cuba Révolutionnaire et sœur l'exige ainsi » a signalé Hugo Chavez.

Dans son message, le président vénézuélien a envoyé une forte accolade au peuple et à la force armée nationale et bolivarienne.

RHC 5 février 2013



Hugo Chavez, a appelé le peuple à l'unité dans un message lu par le vice président exécutif de ce pays, Nicolas Maduro

Suite de la page (16)

Dans ce rapport du CRS du Congrès, on ne mentionne toutefois pas que « les points chauds du crime organisé et les conflits civils » sont le résultat d'opérations clandestines du renseignement étasunien. Fait amplement documenté, l'économie afghane de la drogue, générant plus de 90 pour cent des réserves mondiales d'héroïne, est liée à une opération de blanchiment d'argent de plusieurs milliards de dollars impliquant de grandes institutions financières. Le commerce de la drogue en provenance de l'Afghanistan est protégé par le CIA et des forces d'occupation des États-Unis et de l'OTAN.

La Syrie qualifiée d'« État en déroute »

Les atrocités commises contre la population syrienne par l'Armée syrienne libre (ASL), appuyée par les États-Unis et l'OTAN, créent les conditions favorisant une guerre confessionnelle. L'extrémisme confessionnel favorise le démantèlement de l'État-nation qu'est la Syrie ainsi que la fin du gouvernement central à Damas. Le but de la politique étrangère de Washington est de transformer la Syrie en ce que le NIC appelle un « État en déroute ». Le changement de régime implique le maintien d'un gouvernement central. Alors que la crise syrienne se développe,

l'objectif ultime n'est plus le « changement de régime », mais la destruction et la partition de la Syrie en tant qu'État-nation. La stratégie des États, de l'OTAN et d'Israël consiste à diviser le pays en trois États faibles. De récents reportages indiquent que si Bachar Al-Assad « refuse de démissionner, la Syrie « deviendra un État en déroute comme la Somalie ».

L'un des possibles « scénarios de démantèlement » rapporté par la presse israélienne est la formation d'États, séparés et « indépendants », sunnite, alaouite-chiite, kurde et druze. Selon le major-général Yair Golan des Forces de défense d'Israël (FDI), « la Syrie est dans une guerre civile qui fera d'elle un État en déroute où se propagera le terrorisme » et les FDI analysent actuellement « comment la Syrie se démantèlerait ». (Reuters, 31 mai 2012.) En novembre l'ambassadeur de la paix des Nations Unies Lakhdar Brahimi a laissé entendre que la Syrie deviendrait « une nouvelle Somalie [...] mettant en garde contre un scénario où les seigneurs de guerre et les milices remplissent un vide laissé par l'effondrement de l'État ». (Reuters, 22 novembre 2012.)

« Ce que je crains est pire [...], que l'État s'effondre et que la Syrie se transforme en Somalie. »

Suite de la page (7)

ante et les faux démocrates, le processus démocratique tâtonne, piétine, mais se veut irréversible. Il est de plus en plus évident que le pays opte résolument pour la démocratie et un régime qui incarne la modernité politique.

Cependant, il y a aujourd'hui des signes qui font craindre un retour à l'ordre ancien. Le plus inquiétant, c'est quand pour l'équipe au pouvoir, la dictature des Duvalier ne semble être qu'un simple détail de l'histoire ou pure invention de l'esprit de la part de gens aigris et de revanchards. On n'a aucun mal à comprendre la légèreté avec laquelle un juge d'instruction a décidé de classer sans suite les différentes plaintes déposées par des familles victimes de la satrapie des Duvalier, puisque le chef de l'État lui-même fut macoute à l'âge de 15 ans, a toujours clamé à qui veut l'entendre, son admiration pour le régime des Duvalier. Ce n'est donc pas étonnant si l'appareil judiciaire qu'il semble contrôler fait tout pour protéger les bourreaux. On nage en plein dans l'impunité dans une société caractérisée par la violence aveugle et généralisée. Le droit devient synonyme d'injustice et Haïti est une jungle dans la région caribéenne où la loi du plus fort est devenue la norme.

Pourquoi voudrait-on réveiller les vieux démons de la dictature duvaliériste avec la mise en route des symboles, des vestiges de toutes sortes, des idées d'une absurdité déroutante et un peu ridicule. Le replâtrage ministériel effectué le mois dernier nous en dit long et renforce la velléité de l'équipe Martelly de flirter avec les « néo-duvaliéristes » (2) de tout acabit. La nostalgie est bien présente. Le totalitarisme gagne en intensité. Il y a de l'électricité dans l'air !

Pourquoi ce ralliement? Pourquoi ce pêle-mêle politique? Et à quel prix? Un régime qui se réclame à tout prix de l'idéologie

mulâtre. Des descendants ou plutôt les condescendants de Pétiion (attitude de supériorité bienveillante mêlée de mépris) qui font main basse sur l'appareil étatique sans aucun souci du bien-être collectif. Ils traitent les masses avec dédain, en plus de leur arrogance héréditaire. Véritablement, ce régime se moque des masses et de leur misère...

Les assassins de Dessalines (les anciens libres) occupent toujours les avenues du pouvoir et contrôlent l'appareil idéologique. Certainement, ils ont le soutien des collabos, entendez par là les descendants des nouveaux libres, des va-nu-pieds, des laissés pour compte, ceux-là qui représentent les soi-disant noiristes de la vieille garde. Avec Martelly et ces noiristes, s'agit-il du mariage politique de Dessalines et de Pétiion d'un nouveau genre? Que vise cette alliance macouto-putchiste ?

« Je crois que si l'on ne se occupe pas de cette question correctement, la partition ne sera pas le problème mais plutôt la « Somalisation » : l'effondrement de l'État et l'émergence de seigneurs de guerre, de milices et de groupes de combattants. » (Ibid.)

Ce que l'envoyé de l'ONU a omis de mentionner est que le démantèlement de la Somalie était délibéré. Il faisait partie d'un projet militaire et du renseignement des États-Unis, désormais appliqué à plusieurs pays ciblés du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie qualifiés d'« États en déroute ». Voici la question principale : qui déroute les États en déroute? Qui les « anéantit »? Le démantèlement planifié de la Syrie en tant qu'État souverain relève d'un plan régional intégré d'ordre militaire et des services de renseignement comprenant le Liban, l'Iran et le Pakistan. Selon les « prédictions » du NIC, le démantèlement du Pakistan devrait se produire au cours des trois prochaines années.

Article original: Wiping Countries Off the Map : Who's Failing the Failed States , publié le 29 décembre 2012

Traduction Julie LévesqueMondialisation Global Research, 1er janvier, 2013

Le crime de l'Empereur doit être élucidé comme celui de tous les martyrs de la répression duvaliériste qui ont payé un tribut énorme pour l'avènement de la démocratie et du pluralisme politique et économique. C'est à ce prix seulement, que ce mariage peut avoir lieu et durera.

Dans nos rangs, point de traitres...! Il y a là un devoir de mémoire!

José Clément Maryland, Février 2013

Notes

1) Graham Greene: écrivain britannique a écrit des romans, des nouvelles, des récits de voyages et des critiques dans lesquels il explore l'ambivalence morale et politique du monde moderne

2) Expression abusive, ils n'ont rien du genre nouveau

Case des Sept Vierges (Seven Virgins Cabin)

Voulez-vous tout savoir de vous? De vos Dieux? Stérilité? Amours? Travail? Comment parler à vos anges cependant proches de vous? Comment guérir vos maux pas toujours simples ou naturels?

Would you not like to know about yourself? Your Gods? Luck? Money? Love in your life? Sterility? Your angels, talk to them? Your disease not always simple?

Ou ta renmen konnen sekrè lavi w? Pou kisa ou pa gen djòb? Kòb? Pitit? Chans? Kote zanj k ap veye w? Pale avèk li ? Rele li pou maladi ki pa natirèl?

Appelez

**Call: Doc AGLEB
Rele: 646-377-4851**

Or, américains combattants,
Blancs et noirs tels des grenadiers
Tombent sur le serpent dans le désert,
Tu n'es plus seule, Stalingrad.

La France revient à ses éternelles bar-
ricades,
Dans une bannière de rage drapant
Ses larmes fraîchement séchées.
Tu n'es plus seule, Stalingrad

Et les grands lions d'Angleterre,
Volant sur la mer déchainée,
Enfoncent leurs griffes sur la terre
brune.
Tu n'es plus seule, Stalingrad.

Aujourd'hui, sous des montagnes de
châtiment,
Les tiens enterrés ne sont plus seuls:
Avec la chair tremblant des morts
Qui touchèrent ton front, Stalingrad.

Ton acier bleu d'orgueil forgé,
Ta tête de planètes couronnée,
Ton bastion de pains partagés,
Ta sombre frontière, Stalingrad.

Ta Patrie de marteaux et de lauriers,
Le sang sur ta splendeur enneigée,
Le regard fixe de Staline sur la neige
Tissée par ton sang, Stalingrad.

Les décorations que tes morts
Ont placées sur leur poitrine
transpercée
Viennent de la terre, du frisson
De la mort et de la vie, Stalingrad

La saveur profonde que tu portes
encore
Au cœur de l'homme blessé,

Avec la branche des capitaines rouges
Sortis de ton sang, Stalingrad.

L'espoir qui éclot dans les jardins,
Comme la fleur de l'arbre attendue,
La page gravée de fusils,
De lettres de lumière, Stalingrad
La tour que tu perçois sur les hauteurs,
Les autels de pierre ensanglantés,
Les défenseurs de ton âge canonique,
Les enfants de ta chair, Stalingrad.

Les aigles ardents de tes pierres,
Le métal par ton âme allaité,
Les adieux de larmes emplis,
Et les vagues de l'amour, Stalingrad.

Les os des assassins meurtris,
Les envahisseurs paupières closes,
Et les conquérants fuyant,
Dans le sillage de ta foudre, Stalingrad.
Ceux qui humilièrent les courbes de
l'Arc
Et trouèrent les eaux de la Seine,
Avec l'assentiment de l'esclave,
Se sont arrêtés à Stalingrad.

Ceux qui dans Prague la Belle en
larmes,
Du silence et de la trahison,
Piétinèrent ses mutilés,
Sont morts à Stalingrad.

Ceux qui dans l'ancre grecque ont
craché,
La stalactite de cristal brisée
Et son bleu classique estompé,
Où sont-ils aujourd'hui, Stalingrad ?

Ceux qui ont brûlé et brisé l'Espagne
Gardé dans leurs chaînes le cœur
De cette mère de chênes et de guerri-

ers,
Se décomposent à tes pieds, Stalingrad.
Ceux qui en Hollande, eaux et tulipes,
Ont éclaboussé de boue sanglante,
Et ont répandu le fouet et l'épée,
Reposent désormais à Stalingrad.

Ceux qui dans la blanche nuit de
Norvège
Avec un hurlement de chacal enragé
Calcinèrent ce printemps glacé,
Se sont tus à Stalingrad.

Honneur à toi par ce que l'air porte,
Ce qu'il reste à chanter et ce qui l'a été,
Honneur à tes mères et tes fils,
Et à tes petit-fils, Stalingrad.

Honneur au combattant de la brume,
Honneur au Commissaire et au soldat,
Honneur au ciel derrière ta lune,
Honneur au sol de Stalingrad.

Garde-moi un bout d'écume violente,
Garde-moi un fusil, garde-moi une
charrue,
Et qu'on les mette sur ma tombe,
Avec une fleur rouge de ta terre,
Pour qu'on sache, si doute il y a,
Que je suis mort en t'aimant et que tu
m'as aimé,
Et que si je ne me suis pas battu à tes
flancs,
J'ai laissé en ton honneur cette obscure
grenade,
Ce chant d'amour à Stalingrad.

Pablo Neruda

Traduction AC*
Solidarite internationale
3 février 2013

Reviens

Reviens
Ici, la lune nous brûle. La vie nous
dévore.

Reviens
Les mots se tordent dans ma gorge,
m'étouffent.
Tes gestes charrient mes amours.

Reviens
La houleuse mer caraïbe s'habille
rouge sang pour taire mes men-
songes. Le sable sur mes lèvres se
frotte contre ma pensée.

Reviens
Pour tuer mes vies et mes envies.
La flamme trébuché et s'éteint sans
tes yeux.

Reviens
Ici, il y a nos raras, notre soleil. Il
y a ma démenche qui bat mon inno-
cence. Reviens. Parce qu'ici, malgré
tout, il y a notre putain de vie.

Jeanie Bogart

Confessions

Confessions
Je suis fatigué de prétendre
Que je suis possion de toutes les eaux...
C'est à la mer des Caribes que
j'appartiens

Je marche soleil, je cours montagne.
Je ris rivière, je danse cocotier.
Je pense chapeau de paille.
Et je traverse les grand boulevards du
monde civilisé.
Tambour en bandoulière.

Jugez-moi au tribunal de l'universalisme.
Car je suis coupable d'étrousser d'esprit.
C'est encore mon rara
Qui me remue le bas.
C'est mon Dodôf Legros
Qui me définit le beau.
C'est de mon Dérose
Que j'apprends le langage des roses.
Et c'est encore à mon Roumain
Que je veux tendre la main.
Faites-moi pendre à la corde du global-
isme.
Car je suis la conscience d'une île
Deux cents fois déchirée par le même
chagrin.

Jean Elie Barjon

Si w te konnen

Jou m jwenn ak ke lonbray toutrèl
Se mwen k konnen ki sa m ap fè !
Jou rèv mwen sispann viv nan fon
kochma souf ou
Se mwen k konnen sa m ap ba ou.
Jou kè m sispann reve sa m ta vle
ye pou ou

Jou kè m rive kraze tout pòt prizon
legzil
Mwen gen pou m envite w anba to-
nèl peyi m
Lè sa a nanm mwen va di w
Sa l rezève pou ou.

Paul Tulcé

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION

Pregnant? Anxious? Get FREE,
no-pressure, confidential counsel-
ing, guidance, financial assistance
at our licensed agency; if adoption
is your plan, choose from loving, pre-
approved families.
Call Joy: 866-922-3678.
www.ForeverFamiliesThroughAdop-
tion.org.

BUYING/ SELLING

Gold, gold coins, sterling silver, silver
coins, silver plate, diamonds, fine
watches (Rolex, Cartier,
Patek), paintings, furs, estates. Call
for appointment 917-696-2024 JAY

DRIVERS

CDL-A. TEAM WITH TOTAL .50c/
Mile. For Hazmat Teams. Solo Driv-
ers Also Needed! 1 year experience
required. 800-942-2104. Extension:
7308 or 7307. www.TotalMS.com

HEALTH

BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra,
Staxyn, Propecia & more... FDA- Ap-
proved, U.S.A. Pharmacies. Next day
delivery available. Order online or by
phone at viamedic.com,
800-467-0295

HELP WANTED

Driver- \$0.03 quarterly bonus, plus
\$0.01 increase per mile after 6 and
12 months. Daily or weekly pay.
CDL-A, 3 months current exp. 800-
414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED

HOME HEALTH AIDES: Immediate
Work! Free Training-Nassau/Suffolk.
Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid
In-Service, Direct Deposit...Nassau
516-681-2300, Queens 718-429-
6565, Suffolk 631-654-0789, Bronx
718-741-9535

HELP WANTED

Drivers- HIRING EXPERIENCED/
INEXPERIENCED TANKER DRIV-
ERS! Earn up to \$.51/mile! New Fleet
Volvo Tractors! 1Year OTR Exp. Req.-
Tanker Training Available.
Call Today: 877-882-6537
www.OakleyTransport.com

LAND FOR SALE

2- COUNTY LAND LIQUIDATION!
Bank Repos. Farm Estates, Short
Sales. 3- 38 acres from \$9,800!
Streams, views! Build hunt, invest!
Easy drive from NYC. Terms avail-
able! (888)905-8847

LEGAL

DIVORCE or annulment in as little as
one day. Over 50 years experience.
100% guarantee. From \$995. All
information at www.divorcefast.com

OUT OF STATE REAL ESTATE

Exeter, NH: 55+ New homes from
\$69,900-\$129,000. 2br/2ba Along
Scenic Exeter River. 7 miles to ocean,
50 minutes to Boston! 603-772-
5377 or email exeterriverland@
comcast.net

OUT OF STATE REAL ESTATE

Sebastian, FL: Affordable custom fac-
tory constructed homes \$45,900+,
Friendly community,
No Real Estate or State Income Taxes
,minutes to Atlantic Ocean. 772-
581-0080, www.beach-cove.com.
Limited seasonal rentals

SERVICES

Cellini Chair Doctor. Refinishing, Re-
upholstery, Drapery, Chairs, Tables,
Bedrooms, Diningrooms, Custom
Upholstered Headboards, Valences,
Cornices & more. Over 50 years
experience. FREE ESTIMATES call
347-627-5273

DAISLEY INSTITUTE

2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070



TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

| | |
|--------------------------------------|--------|
| NURSE AIDE | \$685 |
| HHA | \$520 |
| PCA/HOME ATTENDANT | \$300 |
| MEDICAL ASSISTANT | \$6000 |
| PHARMACY TECH | \$900 |
| EKG & PHLEBOTOMY | \$690 |
| NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA | \$690 |

Having difficulty passing
the New York Nurse Aide Exam?
Try our Nurse Aide Exam Prep
Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

Call 718-377-4070

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best se-
lection of affordable rentals. Full/ par-
tial weeks. Call for FREE brochure.
Open daily. Holiday Real Estate.
1-800-638-2102. Online reserva-
tions: www.holidayoc.com

WANTED

CASH for Coins! Buying ALL Gold & Sil-
ver. Also Stamps & Paper Money, Entire
Collections, Estates. Travel to your home.
Call Marc in NYC 1-800-959-3419

WANTED TO BUY

WE BUY ANYTHING OLD. Costume
Jewelry, fountain pens, old watches,
world fair and military items. Ciga-
rette lighters, anything gold. Call
Mike 718-204-1402



Radio Optimum - 93.1 sca

La direction et le personnel de la
Radio Optimum remercient
chaleureusement leur audience et
annoncent à tous ceux qui ont perdu
leur contact que depuis plus de deux
ans, la Radio Optimum travaille
quotidiennement sur la fréquence de
93.1 sca.

Vous avez aussi la possibilité de la
capter sur le site www.radio-
optimum.com et bientôt sur
www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les
heures le 93.1 sca.

HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ



Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.

Deux heures d'information et d'analyse
politiques animées par des journalistes
chevronnés haïtiens à la pointe de
l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil,
Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques,
Jean Laurent Nelson, Henriot Dorcean,
et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti.

Soyez à l'écoute sur Radyo Panou &
Radyo Imite.

TAP TAP HAITIAN RESTAURANT



TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people
in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

